

Convention Nationale.

S É A N C E S

D U M O I S D E N O V E M B R E .

A L O N D R E S ,

Imprimé par W. GLINDON, Coventry-Court, Hay-Market.

Convention Nationale.

Séance du 1er Novembre 1794.

Après la lecture d'une adresse de félicitation de la commune de Dunkerque, et l'offre à la Convention de 1356 liv. pour aider à construire un vaisseau qui remplace le *Vengeur*, le comité des finances fait décréter les payemens suivans, à faire par la trésorerie nationale. Savoir :

- 1,500,000 l. à la commission de police, tribunaux, &c.
- 6,000,000 à celle des travaux publics.
- 10,000,000 à celle des secours publics.
- 100,000,000 à celle de commerce et approvisionnement.
- 25,000,000 à celle des transports.
- 1,000,000 à celle des revenus nationaux.
- 10,000,000 à celle des armes et poudres.

153 millions et demi.

La séance fut ensuite occupée par un rapport d'*Oudot*, au nom du comité de législation, sur la question et le mode du séquestre des biens des personnes détenues comme suspectes. Il paraît, d'après le rapporteur, que sous le règne de *Robespierre*, *S. Just* avait arraché à la Convention un décret portant que les biens des personnes reconnues ennemies de la révolution, seraient séquestrés au profit de la République ; que ces personnes seraient détenues jusqu'à la paix, et bannies ensuite à perpétuité. L'ambiguïté d'un pareil décret, jointe à l'immoralité des administrations, avait fait croire en beaucoup d'endroits que séquestrer,

dans le sens de la révolution, signifiait *confisquer* ; dans d'autres on avait été assez hardi pour ne pas mettre de séquestre, et dans quelques autres on avait consulté des représentans du peuple qui l'avaient confirmé, sans loi, et sans jugement rendu contre les détenus, de manière que les droits des créanciers, ceux des parens, des co-héritiers, se trouvaient dans une confusion indicible, et les réclamations arrivaient de toutes parts.

Le rapporteur entre dans le détail de cette confusion, et des abus de ce qu'il appelle excès de zèle des départemens. On avait expulsé des biens, les personnes qui les régissaient, changé les fermiers, renouvelé les baux, fait des inventaires, enfin on allait vendre les fruits, mais la commission a fait défendre toute vente de meubles et d'immeubles. Ce séquestre a été une occasion de gaspillages et de dilapidations énormes des effets des gens incarcérés. La horde des fripons qui veut être patriote, dit le rapporteur, fait bien que le séquestre de tant de biens surcharge tellement les administrations qu'il leur est impossible de rien surveiller, et qu'il auront l'avantage, s'il est maintenu, de s'approprier impunément tout ce qui sera tombé sous leurs mains. Cette confusion tend à corrompre ceux des fonctionnaires publics dont la fidélité, et la probité ne sont pas à toute épreuve, en les rendant dépositaires d'objets dont il est très difficile qu'on puisse leur demander compte. D'un autre côté, cette foule de gardiens choisis parmi les classes utiles et laborieuses du peuple que l'on salarie pour conserver une partie des biens séquestrés, lorsqu'on a si grand besoin des travaux qu'ils sont accoutumés à rendre à la société, lui devient onéreuse et redoutable, lorsqu'on l'a accoutumée à une vie molle et oisive. Cette mesure du séquestre paraît encore plus désastreuse, lorsque l'on considère qu'elle prive de subsistance des femmes, des enfans, des familles entières qui n'ont participé en rien à l'incivisme de leurs époux et de leurs peres, et qui ne peuvent obtenir ni la distraction des biens qui leur appartiennent, ni même des secours ; qu'elle suspend les travaux de l'agriculture et du commerce, enfin qu'elle entrave une infinité d'ateliers utiles ! Lorsqu'un homme est arrêté, non seulement les bras qu'il employait sont paralysés par le séquestre, mais encore les citoyens qu'il occupait ne peuvent pas avoir leur dû. Ainsi, ajoute le rapporteur, quand on force les mesures les plus salutaires, on parvient à en faire retomber le poids sur la partie la plus indigente du peuple, et à augmenter la tourmente de la révolution. C'est le plus dangereux des pièges où

nos ennemis veulent nous entraîner. Nos relations commerciales avec l'étranger, seraient bientôt anéanties, si nous laissions plus long tems les nations neutres et alliées dans l'inquiétude que l'exécution des transactions particulieres de nos négocians pourra être entravée par le séquestre.

Le rapporteur entre ensuite dans l'énumération des diverses classes de gens suspects, et d'abord il y place, *ceux qui sans avoir trempé dans aucune conspiration connue, ou sans être coupables d'aucun crime contre-révolutionnaire, ont manifesté contre le nouvel ordre de choses une haine telle qu'on ne puisse pas espérer qu'ils deviennent jamais de bons citoyens.* Ces hommes là, dit-il, doivent être déportés, et traités à l'égard de leurs biens comme des émigrés. La seconde classe est celle de *ceux qui par leurs rapports et leurs liaisons avec des hommes suspects, ou par des opinions qu'ils auront manifestées dans d'autres circonstances, peuvent néanmoins être considérés comme ayant été égarés, comme ayant fait des fautes susceptibles d'être excusées jusqu'à certain point, ou suffisamment expiées par la détention jusqu'à la paix.* La troisième classe, la plus intéressante, est celle *des patriotes que les hommes qui ont établi le système de terreur, les Hébert et les Robespierre ont fait emprisonner, parcequ'ils pouvaient nuire à leurs desseins ; enfin ce sont ceux des amis de la révolution que la calomnie, les haines et l'esprit de parti ont privés de leur liberté.* Le nombre de ces trois classes d'hommes est si considérable que le séquestre de leurs biens est une opération très longue, difficile et embarrassante. Cet embarras est encore augmenté par la qualité de *suspects* donnée par de nouveaux décrets à des hommes qui auraient simplement contrevenu à des dispositions légales, tels que *ceux qui auraient vendu des marchandises Anglaises ; ceux qui sous prétexte de maladie auraient voulu se dispenser d'aller aux frontières ; ceux qui auraient acheté des souliers destinés aux défenseurs de la patrie ; ceux qui n'auraient pas envoyé l'état des chevaux qu'ils auraient livrés, &c.*

Au milieu de cette confusion, le rapporteur propose pour y remédier 21 articles qui sont décrétés.

1. Le scellé sera apposé sur les papiers de toute personne déclarée suspecte, en présence de deux témoins.

2. Dans trois jours la levée du scellé aura lieu avec certaines formes, &c.

3. S'il

3. S'il se trouve dans ces pieces des indices de crime, on en distraira les pieces y relatives dûement paraphées.

4. Les personnes arrêtées pour suspicion, conserveront pendant leur détention l'administration de leurs biens.

5. 6 Elles auront communication avec leurs parens ou conseils pour la gestion de leurs affaires, et main levée leur sera donnée du séquestre mis sur leurs biens.

7. Le séquestre continuera d'être mis sur les biens des peres et meres des émigrés, et sur ceux des agens de la République qui n'auront pas appuré leurs comptes.

8. Si un homme suspect n'a pas pu être arrêté, le séquestre restera sur ses biens, sauf des secours à accorder à sa femme, et ses enfans, ou ses pere et mere.

9. Défense aux administrateurs de mettre le séquestre sur les biens des détenus comme suspects, sous peine d'être punis, hors dans les cas prévus.

10. Toute aliénation, transport, &c. consentis par les détenus comme suspects, depuis leur arrestation, annullés.

11. Excepté pourtant tels de ces actes relatifs à l'acquittement de dettes antérieures à la détention, dont vérification sera faite par le directoire du district.

12. 13. 14. Ces trois articles sont relatifs au contentieux des dettes.

15. 16. Ceux des individus suspects, jugés devoir être détenus jusqu'à la paix, sans néanmoins être condamnés à la déportation, payeront une taxe annuelle sur leur revenu, égale au montant de l'emprunt forcé, et payée tous les ans de la détention depuis l'année 1794 inclusivement.

17. L'époux d'une personne détenue comme suspecte jusqu'à la paix, pourra, s'il n'est pas jugé devoir aussi être détenu, demander la distraction des revenus de ses propres biens; et dans ce cas, il sera chargé de l'éducation et entretien des enfans.

18. La taxe en question sera payée au profit de la République à la fin de chaque année, sans répétition.

19 et 20. Si la déclaration n'est pas exacte, la détention sera prolongée un an après la paix.

21. Les parens des détenus morts en état d'arrestation pour simple cause de suspicion, ou qui doivent rester en détention jusqu'à la paix, sans

sans qu'il y ait eu contr'eux un jugement portant accusation d'un crime contre-révolutionnaire, leur succéderont, comme s'il étaient dé-cédés en liberté, sans rien préjuger cependant pour ce qui concerne la succession des peres et des meres des émigrés.

La séance se termine par un décret portant que la commission des 21 membres destinée à faire des rapports sur les députés accusés, pourra délibérer au nombre de 17 membres.

Séance du 2 Novembre. (12 Brumaire.)

Une adresses de sections des Versailles félicite la Convention sur le nouveau système de justice qu'elle parait avoir adopté. La France, disent-elles, était couverte de deuil, tout allait mal, enfin la vertu a parlé, le crime s'est tû ; la justice succède à la tyrannie, la sécurité à l'épouvante, la confiance brille sur tous les visages, &c. La France semble sortir du tombeau,

L'affaire de *Carrier* vient ensuite à l'ordre du jour. *Laa* annonce que la commission des 21 a été surprise de le voir arriver escorté de deux officiers, et un inspecteur de police qui l'avaient arrêté. Après beaucoup d'altercation, cette affaire s'explique. On voit que n'est qu'un mal entendu. La commission des 21 instruite que si *Carrier* s'évadait, il y aurait une insurrection dans Paris, avait donné ordre de le surveiller. L'espion découvert et menacé par *Carrier*, l'a arrêté, mais il a été mis en prison pour avoir mal rempli la fonction dont il était chargé.

Dubem s'emporte, et prend de là occasion de dénoncer le système anti-Jacobin qui regne.

“ Que l'on me traite d'homme de sang, dit-il, que tous les Chouans qui sont à Paris, me calomnient, s'ils le veulent, je m'en moque. On n'a point assez tenu les yeux ouverts sur la dictature sur la Convention. On n'a point fait attention à ce tribunal qui a fait afficher dans tout Paris un acte d'accusation pour prévenir l'opinion publique, et capter le suffrage des jurés. On n'affiche que des jugemens, et point du tout des actes d'accusation qui ne sont que des préliminaires des débats, et qui souvent sont détruits par eux. L'accusateur public devrait être mandé à la barre. L'acharnement qu'on manifeste n'est pas dirigé contre un seul homme, et vous verrez, en lisant les libelles, que ceux qui dans La Vendée ont tâché de sauver la chose publique, en /
suivant

3. S'il se trouve dans ces pieces des indices de crime, on en distraira les pieces y relatives dûement paraphées.

4. Les personnes arrêtées pour suspicion, conserveront pendant leur détention l'administration de leurs biens.

5. 6 Elles auront communication avec leurs parens ou conseils pour la gestion de leurs affaires, et main levée leur sera donnée du séquestre mis sur leurs biens.

7. Le séquestre continuera d'être mis sur les biens des peres et meres des émigrés, et sur ceux des agens de la République qui n'auront pas appuré leurs comptes.

8. Si un homme suspect n'a pas pu être arrêté, le séquestre restera sur ses biens, sauf des secours à accorder à sa femme, et ses enfans, ou ses pere et mere.

9. Défense aux administrateurs de mettre le séquestre sur les biens des détenus comme suspects, sous peine d'être punis, hors dans les cas prévus.

10. Toute aliénation, transport, &c. consentis par les détenus comme suspects, depuis leur arrestation, annulés.

11. Excepté pourtant tels de ces actes relatifs à l'acquittement de dettes antérieures à la détention, dont vérification sera faite par le directoire du district.

12. 13. 14. Ces trois articles sont relatifs au contentieux des dettes.

15. 16. Ceux des individus suspects, jugés devoir être détenus jusqu'à la paix, sans néanmoins être condamnés à la déportation, payeront une taxe annuelle sur leur revenu, égale au montant de l'emprunt forcé, et payée tous les ans de la détention depuis l'année 1794 inclusivement.

17. L'époux d'une personne détenue comme suspecte jusqu'à la paix, pourra, s'il n'est pas jugé devoir aussi être détenu, demander la distraction des revenus de ses propres biens; et dans ce cas, il sera chargé de l'éducation et entretien des enfans.

18. La taxe en question sera payée au profit de la République à la fin de chaque année, sans répétition.

19 et 20. Si la déclaration n'est pas exacte, la détention sera prolongée un an après la paix.

21. Les parens des détenus morts en état d'arrestation pour simple cause de suspicion, ou qui doivent rester en détention jusqu'à la paix, sans

sans qu'il y ait eu contr'eux un jugement portant accusation d'un crime contre-révolutionnaire, leur succéderont, comme s'il étaient dé-cédés en liberté, sans rien préjuger cependant pour ce qui concerne la succession des peres et des meres des émigrés.

La séance se termine par un décret portant que la commission des 21 membres destinée à faire des rapports sur les députés accusés, pourra délibérer au nombre de 17 membres.

Séance du 2 Novembre. (12 Brumaire.)

Une adresses de sections des Versailles félicite la Convention sur le nouveau système de justice qu'elle paraît avoir adopté. La France, disent-elles, était couverte de deuil, tout allait mal, enfin la vertu a parlé, le crime s'est tû ; la justice succède à la tyrannie, la sécurité à l'épouvante, la confiance brille sur tous les visages, &c. La France semble sortir du tombeau.

L'affaire de *Carrier* vient ensuite à l'ordre du jour. *Laa* annonce que la commission des 21 a été surprise de le voir arriver escorté de deux officiers, et un inspecteur de police qui l'avaient arrêté. Après beaucoup d'altercation, cette affaire s'explique. On voit que n'est qu'un mal entendu. La commission des 21 instruite que si *Carrier* s'évadait, il y aurait une insurrection dans Paris, avait donné ordre de le surveiller. L'espion découvert et menacé par *Carrier*, l'a arrêté, mais il a été mis en prison pour avoir mal rempli la fonction dont il était chargé.

Dubem s'emporte, et prend de là occasion de dénoncer le système anti-Jacobin qui regne.

“ Que l'on me traite d'homme de sang, dit-il, que tous les Chouans qui sont à Paris, me calomnient, s'ils le veulent, je m'en moque. On n'a point assez tenu les yeux ouverts sur la dictature sur la Convention. On n'a point fait attention à ce tribunal qui a fait afficher dans tout Paris un acte d'accusation pour prévenir l'opinion publique, et capter le suffrage des jurés. On n'affiche que des jugemens, et point du tout des actes d'accusation qui ne sont que des préliminaires des débats, et qui souvent sont détruits par eux. L'accusateur public devrait être mandé à la barre. L'acharnement qu'on manifeste n'est pas dirigé contre un seul homme, et vous verrez, en lisant les libelles, que ceux qui dans La Vendée ont tâché de sauver la chose publique, en
suivant

suivant vos décrets, que ceux qui ont manié les finances, que ceux qui ont montré le plus de courage dans la représentation nationale, seront regardés comme coupables et j'accuse de complot les membres du tribunal révolutionnaire. S'il faut que nous périssions, qu'on nous attaque en masse, qu'on fasse le procès à la révolution. (Violens murmures.) La Convention n'a pas donné à *Fréron* la mission expresse de demander chaque jour quelque tête nouvelle ; la police devrait bien veiller à ce que l'opinion publique ne fut pas travaillée comme elle l'est. On devrait bien exécuter sans partialité, le décret qui défend aux étrangers de rester dans Paris après un terme fixe ; on devrait bien ne pas y souffrir ceux qui viennent pour y déposer avec des passeports signés des Chouans... Le peuple ne prend pas part à toutes ces intrigues qui se passent dans les ruelles, et dans les coulisses ; l'opinion publique n'est pas celle de 19 ou 20 mille muscadins venus de toutes les armées, je ne fais sous quel prétexte : l'opinion publique ne se forme pas sur celle de cette foule de contre-révolutionnaires qui ont profité du moment de la révolution du 9 Thermidor pour sortir des prisons, et qu'on a la funeste indulgence de ne pas y faire rentrer... Ne vous imaginez pas que c'est seulement à une trentaine de membres qu'on en veut ; ce que j'ai entendu dire dans plusieurs groupes, me prouve que c'est contre la Convention qu'est dirigée toute la haine, et ces gens qui viennent ici faire la grimace de se serrer autour d'elle, n'y viennent pas pour l'embrasser, mais pour l'étouffer. Le vrai peuple est celui qui ne reste pas muet au récit des actions de nos défenseurs, qui applaudit à leurs victoires.... Je dis tout cela sans crainte, parce que je ne redoute pas le venin de l'aristocratie qui m'attaque jusques dans le sein de la Convention. Je me mocque de *Fréron* et de tous les intrigans ; je mets ma confiance dans la justice du peuple, et je ne m'inquiète pas des écrits d'un *Tallien*, et d'un tas de libellistes, &c. "

Cigogne prend la parole pour justifier le comité de sûreté générale ; il dit qu'il était naturel que *Dubem* calomniât le nouveau tribunal révolutionnaire, composé d'hommes justes nommés par la Convention ; que *Dubem* avait bien défendu le tribunal du 22 Prairial ; qu'il lui avait dit récemment : *on commencera par nous tuer, et l'on vous tuera après nous* ; sur quoi lui *Cigogne* lui avait répondu, qu'il n'y avait que les coquins qui craignissent la mort.

L'ordre du jour mit fin à ces débats scandaleux, et l'on parla finances.

Le comité des finances fit décréter que la commission des revenus nationaux donnerait sans délai un compte général de toutes les matières d'or et d'argent, et espèces monnayées versées dans les hôtels des monnoies et à la trésorerie nationale, ainsi que du cuivre, métal de cloches, &c. pris dans les divers districts depuis le 14 Juillet, 1789.

Cambon prononce à ce sujet un discours qui répand un grand jour sur la situation de cette partie des finances. Il avoue que la totalité de l'argenterie des églises qu'on avait évaluée à 3 milliards, n'allait qu'à 29 à 30 millions au plus; que la chaise de Ste. Genevieve dont on avait tant vanté la richesse, n'avait produit que 21000 livres; que l'on n'avait jamais pu avoir de comptes de cette argenterie sur laquelle il s'était commis des dilapidations énormes: il révèle que la conversion des cloches en monnoye, loin d'avoir été utile à la république, a coûté plus de 5 ou 6 millions. On a été obligé d'acheter du cuivre à un prix exorbitant pour le mêler à la matière des cloches, et cette dépense, jointe à celle de la main d'œuvre, a donné à chaque pièce une valeur bien au-dessus de la valeur monétaire. Il conclut en demandant que chaque commune de la République fit passer le procès verbal de l'argenterie des églises, avec l'indication des personnes qui l'avaient enlevée: par ce moyen, on connaîtrait tous les fripons et tous les dilapidateurs de la fortune publique.

Thibault ajoute aux aveux de *Cambon*, que cette disproportion entre la valeur monétaire et la valeur métallique avait fait disparaître les petites monnaies que les spéculateurs avaient accaparées, et que le comité s'occupait d'en élever une autre qui fut à l'abri des spéculations. On décrète le projet du comité et l'amendement de *Cambon*.

Guerre de la Vendée. Boursault: Ce n'est pas sans surprise que j'ai appris qu'on avait dit dans l'assemblée qu'on voulait rétablir un système de terreur relativement à la guerre de la Vendée et des Chouans. J'ai parcouru toutes les communes de ces malheureuses contrées; je les ai toutes visitées; je ne me suis pas contenté, comme on faisait dans l'ancien régime de *Robespierre*, de rester au sein des grandes villes. Je puis dire que cette guerre, affligeante sans doute dans ce tems heureux où la Convention prouve par ses lois bienfaisantes son amour pour la justice et l'humanité, est bien moins terrible qu'elle ne l'aurait été il y a trois mois. On ne comptait pas alors la vie des hommes. Quant aux Chouans, on peut les diviser en deux classes. Les premiers sont des assassins de profession, les autres des paysans fanatiques. Je dois vous rap-
porter

porter un propos que j'ai entendu à Rhedon. Organe de vos décrets, j'avais fait inviter les habitans des campagnes insurgées et non insurgées à venir écouter des paroles de paix. Ils dirent : *Si l'on nous parle de justice, nous irons entendre les représentans ; si l'on nous parle de guillotine, nous retournerons dans nos communes reprendre nos fusils.* J'ai trouvé dans ces communes des patriotes à la hauteur de la révolution. J'ai vu un maire au milieu des Chouans, se faire gloire d'aller, revêtu de son écharpe, cultiver ses champs. On a dit qu'il y avait à Paris, des hommes venus avec des passeports des Chouans. Fiez - vous aux mesures de surveillance de vos comités ; ni les intrigans, ni les royalistes, ni les faux patriotes, ni les Chouans, n'échapperont à cette surveillance.....

Porcher, au nom des trois comités de gouvernement réunis, fait un long rapport sur la ville de Bordeaux. Le résultat de ce rapport est un décret rendu pour faire cesser toute poursuite contre ceux qui avaient adhéré, du tems de *Brissot* et des *Girondins*, aux actes de la commission populaire accusée de fédéralisme il y a plus de 15 mois, à l'exception seulement de *Pierre Sers*, président du département de la Gironde, mis hors la loi, et émigré depuis ce tems. Le rapport renferme la longue énumération des services rendus à la révolution par les Bordelais. 60000 hommes sortis du sein de ce seul département, et combattant avec intrépidité à la frontière et sur mer; des fournitures de toute espèce livrées aux arsenaux; un don de 50000 chemises; la construction de deux frégates; l'offre de tous les navires du commerce pour servir de transports; la fameuse campagne de Moissac en 1790, où l'on vit les Bordelais marcher contre Montauban, tels sont les argumens employés par le rapporteur en faveur des Bordelais, parmi lesquels la faction Girondine ne put d'ailleurs enrôler que 200 hommes sous ses drapeaux.

Pelet demande, à la fin de la séance, que toutes les dénominations Grecques, Romaines, &c. prises par diverses communes de la République, telles que *Montagne*, *Marat*, *Brutus*, &c. soient annullées, et que les villes et les rues reprennent leurs anciens noms. Cette idée est généralement goûtée : cependant, afin de supprimer à jamais les noms qui tiennent à la féodalité et au royalisme, il est décrété qu'il sera fait à ce sujet un rapport par le comité de division.

Séance du 3 Novembre. (13 Brumaire).

La ville de Clermont en Auvergne applaudit, par l'organe de *Masset*, représentant du peuple, à la mort de *Couthon* son ancien député, et félicite la Convention sur son nouveau système.

Les représentans du peuple à l'armée des Pyrénées occidentales, *Baudot* et *Garrau*, annoncent que la pyramide élevée dans la plaine de Roncevaux, en mémoire de la victoire remportée par les Espagnols dans le même siècle, sur les Français, du tems de Charlemagne, vient d'être abattue par la masse nationale. Le beau village de Bourguet a été brûlé par l'ennemi en se retirant ; on a trouvé plusieurs pièces d'artillerie sous ses décombres, en même tems que plusieurs malades Espagnols et des prisonniers Français expirans dans les flammes.

Cambon, au nom du comité des finances, fait rendre plusieurs décrets relatifs à la liquidation des rentes viagères, et aux ventes à réméré qui en avaient été faites.

Paganel, au nom du comité des secours, fait rapporter un décret rendu la veille pour assurer l'emploi aux citoyennes desservantes l'hôpital des Invalides. Cela lui donne occasion de tracer la situation où se trouvait cet hôpital sous le règne de *Robespierre*. " Nulle économie dans les dépenses, nul ordre dans les registres, la persécution et l'expulsion des officiers de santé les plus recommandables par leur probité et leurs talens. Après trente ans de service, *Sabathier*, connu de l'Europe entière par ses connaissances chirurgicales, et son habileté dans son art, avait été éconduit, incarcéré, ainsi que plusieurs autres, et il est probable qu'on leur préparait un traitement plus indigne encore. On recevait dans la maison des empiriques qui, par des préparations perfides, empêchaient les bons effets des remèdes ordonnés par les anciens officiers de santé.... Enfin, l'immoralité s'y portait à des excès que le rapporteur du comité croit devoir passer sous silence, par respect pour la Convention." A la suite de son rapport, *Paganel* ajoute que les Jacobins ayant arrêté d'envoyer deux commissaires à cet hôpital pour s'informer de l'état des choses, *Léonard Bourdon*, Jacobin et représentant du peuple, avait été nommé un de ces commissaires, et que des représentans du peuple y avaient été insultés par des élèves de la maison d'éducation de ce *Léonard Bourdon*.... Celui-ci furieux d'être inculpé de la sorte, observa que s'étant effectivement transporté aux invalides pour vérifier

Les plaintes portées à la société des Jacobins par ces défenseurs de la patrie, il trouva dans l'infirmerie des crucifix, des images de la vierge... Ici il fut interrompu par un cri général que ce n'était pas là la question. Un membre Jacobin s'écria de son côté : on devrait dire la messe tous les jours au commencement de la séance pour plaire à ces messieurs.... Il s'éleva sur ces paroles un violent orage, auquel mit fin l'arrivée du général *Despinis*, présentant à la Convention 26 drapeaux et deux guidons, gages des triomphes de l'armée des Pyrénées orientales sur les Espagnols. Il y ajouta une épée que le citoyen negre *Joseph*, natif de la Côte d'Angole, avait enlevé au général *S. Maurice*.

Richard, au nom du Comité de salut public, fait décréter le remplacement du général *Dumerbion*, Commandant en chef l'armée d'Italie, par le général *Schærer*, général de division à l'armée de Sambre et Meuse. Ce changement est causé par une maladie de *Dumerbion*. L'assemblée insère dans son décret des témoignages de son estime et de sa reconnaissance pour ce général, dont *Albitte* et *Salicetti* rendent un compte satisfaisant.

Une bâtarde du financier *Charbonnel*, mort en 1792, obtient la cassation d'un jugement qui l'éloignait de la succession de son pere, dévolue à la *Dame Vente*, veuve d'un fermier général guillotiné. Dans le sens de la révolution, les bâtards doivent l'emporter sur les héritiers légitimes !

Séance du 4 Novembre. (14 Brumaire).

Bordas, au nom du comité des finances, sollicite l'attention de la Convention sur le sort des créanciers des émigrés. Il se plaint qu'après avoir décrété la formation d'une commission centrale, uniquement destinée à s'occuper de cet objet, elle ne soit pas même encore nommée, malgré plusieurs années d'attente et de besoins urgents de la part de ces créanciers infortunés, la plupart ouvriers et marchands. Le *Moniteur* ajoute, par note, qu'à la séance du 4 Brumaire, au moment où *Eschassériaux* jeune et *Lakanal* étaient à la tribune, plusieurs citoyens des galeries s'écrièrent : " avant d'apprendre comment nos enfans seront élevés, il faut savoir comment nous leur donnerons du pain." Le projet de *Bordas* est ajourné.

Robert Lindet, au nom des trois comités de commerce, de législation et de salut public, présente un rapport sur le maximum des grains. Il convient

convient dans son discours qu'il est impossible de fixer un maximum uniforme pour toute la République, que la nature s'y oppose, et que le législateur ne doit jamais être en opposition avec la nature ; l'expérience a fait voir par la variation des sols plus ou moins fertiles, que le prix des grains avait été considérablement augmenté ou diminué dans les divers départemens. On a examiné ensuite s'il était possible de supprimer le maximum pour les grains, mais en calculant les grands besoins de l'année, les manœuvres des agioteurs, des malveillans et des aristocrates, on a vu que la libre circulation ne pourrait subvenir à toutes les demandes. Pour remédier à tout, *Lindet* propose qu'on prenne le prix de 1790, augmenté de moitié en sus pour terme moyen, et que le prix du maximum y soit ainsi fixé.

La discussion s'ouvre sur l'ajournement du projet de *Lindet*.

Tallien. Il ne peut y avoir de doute sur la nécessité d'ajourner ce projet, afin que chacun de nous ait le tems de le méditer et de réfuter les nombreux sophismes qu'il renferme. Cette discussion sera utile, car elle fera approfondir la question qui n'est qu'esquissée dans le rapport. Il faut que la Convention s'occupe du prix de toutes les denrées, qu'il soit tel que le cultivateur et le consommateur y trouvent également leur intérêt.... Je reviendrai aussi sur une proposition qui a été faite, sur celle de faire rendre à la commission de commerce compte des fonds qui ont été mis à sa disposition. Il faut savoir ce qu'elle a fait pour pourvoir aux besoins du peuple ; il faut savoir pourquoi il existe une disette factice ; il faut savoir pourquoi, à l'entrée d'une saison si rigoureuse, il n'y a dans une commune aussi importante que Paris, ni charbon, ni bois ; (applaudissemens) du charbon surtout, qui sert à tous les usages domestiques, à tous les ateliers, à tous les arts. On me dit qu'en parlant de cela, je sème des inquiétudes, et moi je soutiens le contraire : c'est en éclairant le peuple sur les causes de cette disette, qu'on l'empêchera de se porter à aucun mouvement.... On me dit encore qu'on n'ajourne pas la faim ; non certainement, mais on n'ajourne pas plus les autres besoins du peuple, et si le maximum peut les accroître, il faut le rejeter.... Je demande donc l'ajournement... Je demande encore que la commission de commerce rende compte des nombreux millions en écus qui ont été mis à sa disposition pour acheter des grains. Je ne demande la reddition de ce compte qu'en ce qui peut être publié, car je ne veux pas qu'on fasse connaître aux Anglais nos moyens d'approvisionnement

visionnement, ni tout ce qui peut tenir à nos relations extérieures, mais je demande pour le surplus un compte exact.

Le projet est ajourné à trois jours. Il donne occasion à *Cambon* de prononcer un discours remarquable sur les effets du maximum.

Je crois, dit-il, que la Convention, en ajournant ce projet à trois jours, vient de rendre un décret très sage ; car une pareille loi mérite d'être bien examinée. C'est peut-être à la motion qui fut faite ici de fixer le pain uniformément à deux sous la livre par toute la République que nous devons les plus grands maux. En même tems qu'on ouvrira la discussion sur le projet de *Lindet*, il faudra la faire rouler sur la loi du maximum. Lorsque le gouvernement a quelque chose à vendre, il le vend sur le pied du maximum, et d'autres personnes le vendent ensuite à quatre ou cinq pour un de bénéfice. C'est ainsi que le cacao provenant des prises faites par les bâtimens de la République, sur l'ennemi, n'est vendu dans les ports que dix-huit sous la livre, et est ensuite revendu à Paris dix-huit Francs. Nous vendons à bon marché, et nous achetons cher. On se plaint de ce qu'il n'y a pas de sucre ici ; on demande des réquisitions pour en faire venir ; on en prive les autres départemens : le maximum n'est pas suivi, et le gouvernement paye tous ces frais. Peut-être plusieurs de ses agens s'entendent-ils ensemble, ont-ils pour associés ceux qui disent ici au peuple ; si tu veux cela, tu le payeras tel prix. Il est tems d'examiner loyalement les besoins de la République, et les causes du renchérissement des denrées ; il faut y porter un œil sévère, et si l'on reconnaît après, qu'il faille faire quelques sacrifices, personne ne s'y refusera. Il faut, en entamant cette discussion, nous faire rendre compte de toutes les opérations qui ont été faites : il est impossible que le gouvernement soit seul commerçant... Il fut un tems où nous étions très heureux ; lorsqu'on pouvait arrêter des motions désorganisatrices. Ces motions ne sont pas nées dans le sein de la Convention, elles ont été provoquées par des pétitions. On ne cessait de dire que la propriété n'était autre chose que l'usufruit ; que la République pouvait se suffire à elle-même, et qu'il fallait nous passer des étrangers qui étaient tous des aristocrates et des tyrans. C'est ainsi qu'on nous a plongés dans l'abyme de maux dont nous avons tant de peine à sortir.... Notre industrie peut nous procurer facilement les moyens d'échange ; mais il faut exciter le travail, l'oisiveté est notre plus grand mal. Vous allez en avoir un exemple.... On avait organisé un gouvernement qui, en simple surveillance, coûtait 591 millions

par

par année : aussitôt tous les hommes accoutumés au travail de la terre et à celui des ateliers abandonneront leurs occupations ordinaires, occupations qui les rendaient utiles à leurs concitoyens, pour se placer dans ces comités révolutionnaires, où ils n'avaient rien à faire ; et où ils jouissaient d'une certaine autorité en recevant cinq livres par jour. Voilà une des grandes sources de nos maux, sources qu'il faut tarir. Je demande que les comités de salut public, des finances et du commerce nous présentent un travail général sur le maximum, et les moyens de régulariser les opérations de la commission des approvisionnemens, qui doit pourvoir aux besoins de la République, mais ne pas faire le commerce à elle seule. Il est tems enfin de faire cesser cette grande lutte de l'intérêt particulier de chaque citoyen.....Les propositions de *Cambon* sont décrétées.

Pélet (député qui est du parti de *Tallien*) demande la parole pour un article additionnel à la proposition de *Cambon*. Je pense, dit-il, que si la loi du maximum est une des causes de la pénurie que nous éprouvons, et de quelque importance qu'il puisse être de discuter les questions dont l'assemblée vient d'ordonner le renvoi à ses comités, cependant ce serait tromper l'espoir public que de laisser croire que le travail des comités fera renaitre l'abondance. La cause la plus réelle de la cherté et de la rareté des denrées, est dans nos finances ; elle est dans la circulation de *six millions d'assignats*, quand les productions du sol de la France ne s'élèvent qu'à la valeur de deux milliards. Ce qu'il faut donc demander, c'est un rapport, où l'on nous fasse connaître l'influence de cette grande quantité d'assignats sur le prix des denrées. Il ne faut pas avoir un grand génie pour appercevoir que c'est là qu'est réellement le mal. Ce n'est pas en captant les applaudissemens qu'on sauvera la chose publique, c'est en traitant les grandes vérités... Je le répète, il est reconnu que le territoire de la France ne fournit que de 15 à 18 cent millions de productions. Comment veut-on que l'équilibre ne soit pas rompu par une circulation de six milliards d'assignats ? Nos finances ont trop été négligées ; il y a de grandes économies à faire : pourquoi souffrons-nous sous nos yeux même qu'on retourne en tout sens le jardin des Thuilleries, et les édifices nationaux ? Il faut arrêter tous les genres de dilapidations. Il faut faire rentrer les impositions arriérées ; pourquoi ne paye-t-on rien par exemple dans le département de Paris ? Je demande que le comité des finances nous présente le tableau des finances de la République. (*Vifs applaudissemens.*)

Un membre revient sur l'observation faite par *Cambon* que les comités révolutionnaires coûtaient plus de 500 millions à la nation. *Cambon* s'écrie qu'ils n'ont jamais été payés. On lui répond qu'ils se sont payés par leurs mains, et au delà, (on rit et on applaudit.) Mais, ajoute-t-on, ce n'est pas là le plus grand mal. Ce qui a occasionné le plus de pertes à la République, c'est l'incarcération des agriculteurs. Le décret qui leur accorde la liberté n'est pas exécuté dans le département des Bouches du Rhône. *Tallien* dit à ce sujet : que l'assemblée a sagement fait d'ordonner aux comités de discerner entre les agriculteurs à élargir, parceque sans cela, on courrait risque de mettre en liberté des hommes qui ne sont cultivateurs que depuis deux jours, qui n'ont pas de durillons aux doigts, et qui ne doivent pas rentrer dans la société.

Poursuivant ensuite son opinion sur la question principale, *Tallien* ajoute : que ce sont des discussions de cette importance, et non des dissentions particulières qui scandalisent l'Europe, qui honoreront la Convention et feront le bonheur du peuple. Il recommence les observations déjà faites sur la disproportion des assignats avec les productions de la terre. Ce sont, dit-il, nos armées qui vont réduire nos dépenses et faire disparaître dans un tems donné cette masse énorme. Nous aurons moins de troupes à entretenir. Je ne jette point ici l'idée de la paix, mais la bayonnette victorieuse de nos frères d'armes en repoussant les ennemis fugitifs au delà du Rhin, et nous faisant rentrer dans nos anciennes limites, nous mettra en état de donner la paix à une portion de nos ennemis qui viendront vous la demander et souscrire aux conditions que vous leur dicterez. Mais en diminuant les dépenses, il faut diminuer aussi le nombre de ceux qui existent sans rien faire, et qui avaient un revenu annuel sans autre tâche que celle de vexer les citoyens. Du travail pour tous : voilà la démocratie, voilà l'égalité.

Cambon prononce alors un discours très long sur l'état des finances de la République. Nous ne pouvons qu'en donner l'extrait.

Les assignats en circulation s'élevaient à 6 milliards, 400 millions au 1^{er} Novembre. On a dépensé 1800 millions en 1792, 2 milliards en 1793, et 300 millions par mois en 1794. La loi du *maximum*, la démonétisation des assignats à face royale, ont été des mesures prises contre les intentions du comité des finances, par les violences des satellites de *Robespierre*. On a arrêté, et guillotiné toutes les personnes qui auraient pu être utiles. On a acheté en écus des subsistances que l'on a
revendues

revendues avec perte d'un tiers en assignats. On a fait toutes sortes de dépenses sans pièces justificatives. On a donné souvent des à comptes qui excèdent les dépenses. On vient de faire pour 800 mille livres de travaux inutiles dans la salle du manège. Partout les administrateurs demandent pour eux et leurs employés des augmentations de traitement. Le plus grand désordre regne dans la comptabilité. Il faut faire des sacrifices pour ne pas organiser la famine, cela oblige le gouvernement à un commerce exclusif qui ruine le public. Le défaut de respect pour les propriétés empêche d'acquérir des biens des émigrés. On aime mieux bâtir des maisons que défricher des champs. On ne peut savoir au juste à combien montent les propriétés nationales. Le département de la Vendée appartient en entier à la nation. Le moyen de retirer les assignats de la circulation n'est pas aisé, &c. Enfin, *Cambon* propose, et la Convention décrète, que les comités de finance, d'agriculture, et de commerce, méditeront les moyens de retirer le plus possible de ces assignats de la circulation.

La séance se termine par le rapport du décret rendu la veille en faveur de la fille naturelle de Charbonnel. *Cambacérès* observe à ce sujet que de pareils décrets sont souvent surpris par des femmes débauchées qui obtiennent de la sorte par des voies artificieuses l'anéantissement des lois qui contrarient leurs intérêts.

Séance du 5 Novembre.

Bentabole dénonce la faction qui cherche à détruire le système de justice que la Convention a mis à l'ordre du jour depuis le 9 Thermidor, et les discours atroces prononcés le 3, dans une société trop fameuse, (les Jacobins). *Billaud-Varennes* y a prononcé les paroles suivantes, qui sont l'objet de la dénonciation de *Bentabole*. " On accuse les patriotes de garder le silence, mais le lion n'est pas mort quand il sommeille, et à son réveil, il extermine tous ses ennemis. La tranchée est ouverte ; les patriotes vont reprendre leur énergie, et engager le peuple à se réveiller."

Duhem. Tu as sauvé ton frère de la guillotine. On l'interrompt en criant : la Liberté. Il réplique : la liberté des opinions ou la mort, f... coquin.--- On fait tous les nobles et conspirateurs que tu as fait mettre en liberté. *Bentabole* essaye de soutenir sa dénonciation au milieu des injures qui pleuvent sur lui. Il demande pourquoi l'on a

dit, dans un moment où la République prospère, où la Convention annonce qu'elle veut un gouvernement digne de la nation, établi sur la justice, que *le lion qui dort doit se réveiller*.

Billaud-Varennes. Je ne délaïoue pas l'opinion que j'ai émise aux Jacobins. J'ai vu l'aristocratie menacer plus que jamais, et les contre-révolutionnaires lever la tête. On a élargi les plus gangrenés, entr'autres la femme de *Tourzel*, cette gouvernante des enfans de France, qui a assuré à la commune qu'elle donnerait mille vies pour sauver celle du petit Capet ; cette femme pleine d'astuce qui peut à elle seule faire un noyau de contre-révolution ; et cela, tandis qu'on arrête de braves fans-culottes. On protège les contre-révolutionnaires, pendant qu'on frappe ceux qui ont soutenu la révolution ! On ne peut pas mal interpréter l'idée que j'ai eue d'inviter le peuple à se réveiller sur les dangers qui l'environnent. C'est le sommeil des hommes sur leurs droits qui les mene à l'esclavage.

Tallien, Bourdon de l'Oise, Le Gendre de Paris, et Bentabolle parlent ensuite dans le sens du modérantisme.

Tallien. Puisque l'on a commencé à parler des Jacobins, puisque l'on a commencé à signaler ces hommes qui veulent écarter le peuple des sentiers de la justice, et le porter à tourner ses mains contre la Convention, il faut déchirer le voile dont ils s'enveloppent... On a dit, qu'à Paris comme à *Maëstricht*, la breche était ouverte : Eh bien ! représentans, soyons y tous sur la breche. (*Oui, oui*, s'écrie-t-on de toutes parts.) Ce sont ces hommes qui ont peur, parcequ'ils voyent le glaive de la justice suspendu sur les têtes criminelles ; ce sont ces hommes qui voudraient faire retrograder la révolution ; ce sont là les véritables conspirateurs... Lorsqu'ils ont vu que la Convention portait le flambeau dans toutes les parties de l'administration, lorsqu'ils ont vu que toute la France se prononçait avec énergie contre les hommes de sang, contre ceux qui voudraient en perpétuer le système abominable : ils se sont dit ; *effrayons tous les bons citoyens ; repandons qu'on va attaquer toutes les époques de la révolution, et nous, réunissons à notre parti tous ceux qui y ont contribué*. Ils ont voulu faire considérer comme mesures révolutionnaires, ces assassinats horribles qui ont ensanglanté les bords de la Loire, et par lesquels on a fait périr beaucoup de patriotes. Lorsque ces hommes ont vu que l'individu qu'on accuse de tous ces crimes, pour lequel nous avons été les premiers à demander toutes les sauvegardes possibles, afin que l'innocent ne fut pas confon-

du

du avec le coupable, et que l'on put examiner si les mesures qu'on avait prises, avaient été commandées par le salut de la chose publique, ou bien, si ce n'était que des assassinats ordonnés de sang froid; lorsque qu'ils ont vu, dis-je, que cet homme était poursuivi, que la Convention s'occupait de la connaissance de ses crimes, ils sont allés dire aux Jacobins qu'il a fallait que le peuple s'éveillât, afin qu'à le fa-veur du mouvement qu'ils voulaient exciter, ceux qui avaient approuvé les mesures prises par *Carrier* pussent trouver un moyen de salut.... Il ne peut exister deux autorités rivales dans la République. On ne peut souffrir que des hommes qui pendant long tems ont gardé le silence, aillent ensuite dans une société populaire, blâmer tout ce qui a été fait *dans le Sénat*. Le peuple veut l'unité de la représentation nationale. (*Oui, oui, s'écrie-t-on*)..... La Convention ne souffrira pas qu'un homme à qui elle avait remis tous les pouvoirs nécessaires pour faire le bien, siége parmi ses membres, lorsqu'il ne s'est servi que du fer de l'assassin.... Vous dites que les aristocrates levent la tête : vous vous plaignez de ce qu'on a mis en liberté des individus qui peuvent conspirer. J'ignore si une femme peut à elle seule, être un moyen de contre-révolution. Je ne la connais pas ; je ne sais qui peut l'avoir mise en liberté, mais si elle peut être dangereuse, il est des comités auxquels vous pouvez vous adresser.... Je ne fais point m'occuper de moi, quand on veut assassiner la patrie ; que ceux qui veulent porter atteinte à la justice, aillent conspirer dans une autre salle; pour nous, restons ici bien décidés à anéantir tous ceux qui ne voudront pas le regne de la justice. Nous l'avons juré, le peuple triomphera, et ses ennemis disparaîtront. (Ce discours est couvert d'applaudissemens.)

Bourdon de l'Oise. Soyons calmes au milieu des passions et des partis qui déchirent la République. Marchons au but de la révolution. Nous présentons maintenant à l'Europe le spectacle d'un peuple qui s'était laissé opprimer par amour pour la liberté, et qui est ramené aux principes de justice et d'humanité par ses représentans ; et c'est parce qu'on voit l'ordre se rétablir, qu'on désespere de plus dominer le peuple, de l'assassiner ici, de le voler là, qu'on veut exciter des mouvemens !... Parmi les citoyens qui composaient la République, il s'est trouvé une classe qui n'a pas voulu la servir. Vous avez été obligés de vous adresser à la classe pauvre qui, en général, l'a bien servie ; mais on ne peut nier que parmi ces braves défenseurs, il n'y ait eu, comme dans les incendies, des égorgeurs et des voleurs.... L'aristocratie, p

morte, tente de se relever ; d'un autre côté, les fripons s'agitent, parce qu'ils ne voyent plus l'espoir de voler. Marchons ferme contre ces dangers. Que m'importent les calomnies ; les Jacobins ont trop longtemps dominé la France : je causais dernièrement avec un de leurs partisans ; il me niait que les Jacobins eussent jamais gouverné la République. C'est vrai, lui répondis-je, ils ne faisaient que conduire les citoyens à l'échaffaud. Il est défolant pour le peuple Français de voir ses représentans agités par une poignée d'hommes qui, parce qu'ils se haïssent, voudraient agiter toute la République. Que la main droite comprime les uns, que la gauche pèse sur les autres, et que la Convention ne donne point à ces objets une attention qui n'est digne, tout au plus, que de la surveillance du comité de sureté générale,

Le Gendre de Paris. On veut obscurcir l'horison politique par un nuage formé des vapeurs du crime. Les corsaires politiques n'ont point encore fait leur moisson ; ils regrettent ce qui leur est échappé, et c'est aux Jacobins qu'on cherche à jeter un voile trompeur sur les yeux du peuple, mais vous connaissez les meneurs, vous saurez distinguer d'eux ceux qu'ils égarent par leurs motions insidieuses. Et s'il arrivait, je ne dis pas une insurrection, car il ne peut venir qu'une révolte de la part des Jacobins, alors vous sauriez quel parti vous avez à prendre : quand on connaît les chefs de la révolte, elle cesse à l'instant. Vous avez pour l'empêcher un grand mobile, celui de l'opinion publique, le levier du peuple qui est tout entier pour la Convention, et qui ne soutient point une poignée de misérables. Voulez-vous connaître les gens qui blâment les mesures que vous avez prises ? eh bien ! sachez qu'ils avaient couvert la France de spectres, de paralytiques. En visitant les prisons, mon collègue *Bourdon* et moi, nous y avons trouvé un très grand nombre d'individus qui ressemblaient plus à des spectres qu'à des hommes ; des vieillards aux yeux caves et renfoncés, qui étaient couverts de la crasse de la misère, des sourds, des muets accusés de conspiration ! on avait emprisonné ces hommes parce qu'ils étaient vieux et riches. Quels sont ceux qui blâment ces opérations ? C'est une poignée d'hommes de proie. Regardez-les en face, vous verrez sur leurs figures un vernis composé avec le fiel d'un tyran. La Convention est plus forte qu'une poignée d'hommes sanguinaire qui crient sans cesse qu'on demande leurs têtes. Quant à moi, je prends le peuple à témoin que je voudrais que l'auteur de la nature les condamnât à ne jamais mourir. Leurs forfaits écrits dans l'histoire, se retra-

raien

raient à la postérité qui les verrait trainer une caducité misérable. Je dirais à mes enfans, à mes neveux : soyez honnêtes gens : craignez le châtimement du crime : il ne meurt jamais, il pâlit de honte lorsqu'il rencontre un homme de bien. Je le répète, si les révoltés qui voudraient nous encombrer de cadavres, levent encore la tête, vous les connaîtrez, vous les mettrez sous le glaive de la loi. . . . De quoi vous plaignez-vous ; est-ce de ce que l'on ne fait plus incarcérer par centaines ? de ce que l'on ne guillotine plus 50, 60, et 80 personnes par jour ? Ah ! je l'avoue, en cela notre plaisir est différent du votre. Avant que la Convention eut rendu un décret qui chargeait les deux Comités de sûreté générale et de salut public de prendre des mesures pour déblayer les prisons, on ne faisait périr que 7 à 8 individus par jour : Après ce décret, on en guillotina 25, 30, 60, et jusqu'à 80 par jour, parmi lesquels il y avait des coupables, car je ne prétends pas prendre la défense des contre-révolutionnaires, mais parmi lesquels il y avait aussi des innocens. Voilà votre déblayage à vous ! le notre n'est pas semblable. Nous nous sommes portés aux prisons ; nous avons fait le bien autant que nous avons pu. Si nous nous sommes trompés, nos têtes sont là pour en répondre. Ne devriez-vous pas être contents ? Nous voulions vous faire oublier que nous réparions vos crimes, et cependant vous allez dans une société dont vous avez fait un repaire affreux ; vous y allez pour égarer le peu de peuple qui s'y porte. Mais ne vous y trompez point, vos partisans n'y sont pas si nombreux que vous le pensez. . . . Je demande que toutes les fois que la Convention apprendra que quelques uns de ses membres auront prêché la révolte aux Jacobins, elle sévisse fortement contre eux, et que pour punir les autres séditeux, elle s'en rapporte à son comité de sûreté générale.

Bentabolle, Reverchon et Goupilleau de Fontenay, parlent dans le même sens.

Clauzel. Une correspondance très sûre a appris au comité de sûreté générale, que les propositions de révolte qui ont été faites aux Jacobins ont été dictées par un comité d'émigrés qui se trouvent en Suisse . . . A la société des Jacobins, un représentant, *Craffous*, a dit, le lendemain de votre décret sur la police des sociétés populaires qu'il fallait l'éluder ou le rendre nul ; lors de la conspiration de Marseille, des individus guillotins, membres de la société populaire ont crié, en montant sur l'échaffaud, *vive l'Angleterre*.. Il est de la sagesse de la Convention de pré-
venir

venir tous les reproches qu'on pourrait lui faire. Il est de sa sagesse de ne pas permettre que quatre ou cinq factieux de cette assemblée aillent agiter le peuple, et l'égarer dans les sociétés populaires. De quel droit punirait-elle une société, si ceux qui l'y excitent avaient un brevet d'impunité ? il faut empêcher que le sang du peuple ne soit répandu, &c.

Sur la motion de *Clauzel*, la Convention décréta que les trois comités de gouvernement seraient chargés de proposer des mesures qui empêchassent aucun représentant du peuple de prêcher la révolte contre la Convention.

Suivent quelques pétitions et l'appel nominal pour trois membres du comité de salut public. Le résultat y appella *Cambacérès*, *Carnot*, et *Pelet*, à la place de *Laloi*, *Treilhard*, et *Eschasseriaux*.

Séance du 6 Novembre. (16 Brumaire.)

Sur le rapport de *Paganel*, l'hospice *Baujon* est supprimé, et 300 l. de récompense accordées à chacune des trois sœurs de la charité qui en soignaient les élèves.

Après un long rapport, on rend à un tapissier de Paris des meubles à lui appartenans. et renfermés sous les scellés de deux municipaux mis hors la loi le 9 Thermidor.

Lequinio prononce le discours suivant, afin qu'il soit interdit à tout représentant, d'être membre d'aucune société politique pendant la durée de la Convention.

“ Lorsque le colosse tyrannique de la royauté subsistait encore, il était nécessaire d'unir toutes les puissances et tous les moyens pour le renverser: alors l'influence des représentans dans une société populaire se trouvait nécessaire pour l'encourager et l'éclairer, de même que l'influence de la société sur les représentans, afin de les instruire de l'intrigue de la cour et de ses ministres, et du parti qui les soutenait. Mais aujourd'hui, que la révolution est faite; aujourd'hui, que jusques à l'ombre de l'antique royauté est anéantie; aujourd'hui, qu'il ne nous reste plus qu'à consolider le système républicain par des lois philosophiques, à en répandre les principes par l'instruction, et à le faire aimer par l'effusion de la douce philosophie, quel pourrait être l'effet de cette influence réciproque des représentans sur une société et de la société sur les représentans.

On

On le sent assez, la même cause produit les mêmes effets ; le résultat serait donc, et ne pourrait être autre chose que des mouvemens politiques et convulsionnaires ?

La révolution est à son terme, où pourrions-nous donc aller encore, quel pas aurions-nous encore à faire en avant, qui ne tendit à nous plonger dans le précipice ?

Dans la position où se trouve la République, tout mouvement révolutionnaire serait un déchirement ; et sous quelque masque qu'il se voile, quiconque cherche à l'exciter, n'est qu'un contre-révolutionnaire, un ennemi décidé de la révolution, un de ses faux amis, cent fois plus dangereux encore que ses ennemis connus.

Ne nous le dissimulons pas, et soyons francs : les Jacobins ne seraient que ce qu'ils doivent être, si les représentans cessaient de se rendre au milieu d'eux. Je suis resté constamment dans cette société, tant que je l'ai cru bon à la chose publique, aujourd'hui j'y renonce solennellement. Je renonce de même à toute société, quelle qu'elle soit, jusqu'à la fin de la Convention ; et par le peu de raisons que je viens de donner, je crois avoir démontré suffisamment la nécessité d'un décret qui défende désormais aux représentans d'être membres d'aucune société politique pendant la tenue de la Convention.

Le plus honnête d'entre nous et le plus attentif sur soi même, s'expose toujours à s'y influencer, et à ne rapporter ici au milieu du peuple que nous représentons, que l'opinion de la société, plus souvent même que celle d'un ambitieux qui a su arracher à la société cette opinion par ses singeries patriotiques et sa charlatanerie oratoire : voilà pour l'homme de bonne foi.

Calculez ensuite pour celui d'entre nous que l'envie de se pousser dominerait, qui serait tourmenté par le désir de se faire des partisans, et qui regarde les tempêtes révolutionnaires comme un moyen efficace d'arriver promptement à la gloire, à la fortune et à la domination ; et voyez si vous n'êtes pas comptables au peuple Français de ne point interdire à vos membres l'occasion de ces désastres politiques.

Je n'ai point pour but ici d'attaquer les Jacobins ni aucune autre société populaire ; elles sont essentielles au peuple, et l'esprit public ne se répandra que par elles.

Je veux qu'il y en ait une dans chaque village : je veux qu'elles remplacent ces antiques rassemblemens, destructeurs de la liberté, où la tyrannie

tyrannie religieuse venait asservir la raison elle-même pour affermir la tyrannie politique.

Dans tous les tems, ce que les despotes ont craint le plus, c'est l'effusion des lumieres, ce sont les rassemblemens populaires, ce sont les discussions du peuple sur ses propres intérêts, sur ses droits et sur les devoirs de ses gouvernans.

Or, puisque de pareils rassemblemens furent de tout tems le sujet de la haine des despotes, il faut bien que ce soient les soutiens de la liberté, les moyens d'instruction, l'objet de l'affection du peuple.

On ne saurait donc trop multiplier les sociétés populaires ; mais actuellement, que la révolution est faite, il faut qu'elles se bornent à leur véritable institution ; il faut qu'elles cessent d'être des échelles destinées à l'élévation de quelques ambitieux, de quelques intrigans, de quelques tyrans masqués de patriotisme. Nous sommes arrivés près du fleuve dont nous cherchions avec une soif ardente les eaux salutaires : ayons le courage de nous y reposer ; cultivons son rivage en paix ; faisons ce rivage de fleurs, et sachons jouir de la félicité sur ses bords : si nous avions l'imprudence de vouloir voguer encore, nous serions bientôt entraînés par les vents, nous serions écrasés contre mille écueils, ou plongés, par le torrent, dans un gouffre de calamités."

Cette motion est suivie d'une violente altercation entre des membres Jacobins et anti-Jacobins, qui se disputent la parole afin de combattre ou soutenir cette proposition. Les injures personnelles, les mots de menteur, &c. sont lancés réciproquement entre *Duhem* et *Lanot*, contre *Caumont*, *Clauzel* et autres. Enfin, *Lanot* obtient quelque silence,

Lanot. Le projet de décret qu'on vous présente, est attentatoire à la liberté et aux droits de l'homme. Une conséquence naturelle de cette proposition, serait que nous n'aurions plus la permission de parler chez nous, ni même de penser. Il est impossible d'empêcher des hommes qui ont fondé la République, d'être membres des sociétés qui en sont les soutiens. Je fais que les Jacobins sont en discrédit dans l'opinion de quelques individus, je déclare; moi, que je suis Jacobin. (Et nous aussi, crient plusieurs membres). Celui qui n'est pas Jacobin n'est pas l'homme de la liberté, parce que les Jacobins sont les hommes de la vertu et de la justice ; et ceux qui ne sont pas Jacobins ne sont pas tout à fait vertueux. (Murmures). Je demande la question préalable.

Clauzel.

Clauzel. Et moi aussi, je demande la question préalable. Il n'est jamais entré dans l'intention de la Convention nationale d'interdire aux membres de cette assemblée d'aller dans les sociétés populaires ; mais elle serait responsable envers l'Europe de l'agitation dans laquelle 4 ou 5 membres de cette assemblée entretiendraient les Jacobins, si elle ne prenait pas des mesures sévères contre les meneurs de cette société. Je demande donc que l'on passe à l'ordre du jour sur la proposition de *Lequinio*, car vous aurez encore besoin des sociétés populaires pour comprimer l'aristocratie ; mais il faut que l'assemblée se prononce contre une poignée de factieux qui voudraient ramener l'ancienne tyrannie.

Dubem, inculpé dans le commencement de cette discussion, de se laisser mener par des hommes qui veulent perpétuer la Vendée, en ramenant le système de terreur, parle au milieu du bruit et des interruptions. Je provoque, dit-il, l'examen de ma conduite par les trois comités. Depuis assez long-tems on fait peser le soupçon sur la tête de plusieurs de nos collègues. Autrefois, le tyran que nous avons abattu, nous assommait avec une massue de plomb, aujourd'hui on nous tue à coups d'épingles : puisqu'on prétend qu'il existe des factieux, il faut les attaquer en face et ouvertement. Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on attaque les jacobins ; on les attaqua sous l'assemblée constituante ; sous la législative ; aujourd'hui c'est la même chose. (*Ce ne sont pas les mêmes*, lui crie-t-on) Il faut que vous sachiez que ceux qui accusent les Jacobins de se laisser mener, en ont été les meneurs. Après le 10 Thermidor, c'est *Lequinio*, *Tallien*, *Fréron*, et *Dubois de Crancé*, qui ont épuré cette société---(Si je l'avais épuré, tu n'y serais plus, lui dit *Dubois de Crancé*.) Je n'y suis rentré que quelques jours après que tu en as été chassé.... Quand ces hommes, dis-je, ont vu qu'ils ne pouvaient plus diriger la société à leur manière, et, comme ils me l'ont avoué, qu'on ne pouvait plus rien faire de bon des Jacobins . . . (ici les éclats de rire empêchèrent *Dubem* d'aller plus loin.

Bourdon de l'Oise observe combien il est indécent qu'une assemblée qui, depuis le 10 Thermidor, a fait le bonheur de la France, donne à l'Europe le spectacle d'hommes qui se déchirent pour 5 à 6 intrigans de part et d'autre.

On passe à l'ordre du jour.

Une députation des Jacobins, ayant pour orateur le comédien *Pailardelle*, vient présenter une pétition afin que la dénonciation faite par

d

Clauzel,

Clauzel, d'une correspondance entre les Jacobins et les émigrés qui font en Suisse, soit renvoyée au comité, et qu'il soit fait un rapport à ce sujet.

Clauzel prend la parole. Dans une contrée étrangère où il y a, dit-il, un ministre de la puissance qui a juré à la République Française la plus mortelle haine, ce ministre est convenu avec les Lameth et d'autres émigrés, qu'on ne pouvait vaincre la France que par la division. Ils ont dit : " Il faut diviser la Convention, qui est l'effroi des puissances coalisées, d'avec les sociétés populaires ; il faut demander la tête de trois ou quatre cents membres ; il faut qu'un homme dise que si cinq ou six hommes avaient autant de courage que lui, les affaires changeraient bientôt ; il faut envoyer à Marseille des émissaires qui la soulèvent. (Emissaires qui, punis par le glaive de la loi, ont crié : *Vive Louis XVII.*) N'a-t-on pas vu le président des Jacobins, ce jour même où la Convention prenait des mesures qui ont sauvé le Midi, demander l'ajournement de ces mesures ? On voudrait bien connaître cette correspondance fidelle qui instruit le gouvernement des complots liberticides. Vous ne supposez pas que des scélérats qui ne manquent ni de talens ni d'esprit, entretiennent des correspondances avec toute une société ; mais il y a quelques membres, payés par Pitt et Cobourg, pour semer ici le trouble et la discorde, dernier moyen qui reste aux ennemis de la République triomphante.

Reubell fait mettre fin à cet incident, en disant qu'il ne fallait pas s'occuper plus long-tems des Jacobins. " Si chaque fois, dit-il, qu'on avance un fait à cette tribune, tous les citoyens venaient en demander compte, il faudrait les entendre tous, et décréter l'insertion au bulletin de toutes leurs pétitions. Je demande l'ordre du jour." Adopté.

Maret, au nom du comité des Colonies, fait, sur les inextricables affaires de S. Domingue, un long rapport, dont le résultat est un décret en 4 articles, donnant la liberté provisoire au mulâtre *Raymond* et aux citoyens *Page*, *Bruley*, *Thomas*, *Millet*, *Clauffon*, *Duny* et *Larshesvesque-Thibault*, commissaires de S. Domingue, ainsi que la levée du scellé sur leurs papiers.

Séance du 7 Novembre. (17 Brumaire).

Plusieurs adresses de félicitations, des pétitions et des dons patriotiques commencent cette séance.

Le comité d'agriculture fait rapporter un décret qui défendait de fabriquer des cuirs de veau à la manière dite Anglaise.

On lit plusieurs lettres des représentans en mission dans divers départemens. On y remarque entr'autres celle du député *Calés*, envoyé à Dijon. Voici l'état qu'il trace de cette ancienne capitale de la province de Bourgogne.

Chers collègues, il me tardait d'avoir des renseignemens suffisans pour vous rendre compte de l'état où se trouvait la ville de Dijon quand j'y suis arrivé, des changemens qu'on peut et qu'on doit y opérer.

Cette ville a éprouvé les effets de la terreur comme toutes celles de la République ; il s'y est commis des fautes, des horreurs, des injustices et des crimes, mais heureusement c'était l'ouvrage de peu de personnes.

La société populaire faisait tout trembler ici ; corps administratifs, citoyens, districts voisins, tout était soumis à ses lois, et trois ou quatre hommes lui en donnaient à elle-même ; cette société et la municipalité ne faisaient qu'un même corps ; les lois étaient méconnues ou méprisées, on arrêtait et détenait arbitrairement les citoyens et les voyageurs ; on faisait plus, on mettait *bors la loi* par arrêté de la municipalité : j'ai les actes en main. Sous prétexte de garder les prisons, elle avait encore une armée révolutionnaire, que j'ai cassée il y a deux jours, laquelle coûtait 6000 l. par mois, et ne reconnaissait pas le chef de la force armée, et servait d'appui aux intrigans. Ces soldats, tous ouvriers, ne travaillaient plus ; leurs occupations étaient de remplir les tribunes du club, où, eux et leurs femmes, appuyaient par leurs applaudissemens les vues des meneurs de la société, et faisaient taire par leurs menaces les citoyens qui voulaient les combattre. Tandis que les citoyens vivaient dans les pleurs et les alarmes, les chefs de cette faction faisaient de fréquens festins : on n'était point reçu parmi les convives, si on ne portait un calice dont on se servait en forme de verre. Jugez quelle impression devait faire sur l'esprit du peuple dix à douze citoyens réputés pour des Hercules de patriotisme, qu'on voyait traverser la ville avec un calice chacun sous le bras, et qui admettaient dans la salle à manger les habitans des campagnes qui avaient quelques demandes à faire, et qui étaient frappés par la vue de douze à quinze calices qui couvraient la table. Bien des gens se retiraient, indignés de la chose même, et les plus clairvoyans l'étaient de ses effets. Mais tout cela n'était que l'accessoire du grand ressort qu'on faisait agir pour parvenir à son but ; on voulait, ici comme ailleurs, détruire telle ou telle caste, telle ou telle personne, et pour y parvenir, on avait changé l'esprit de la loi sur les émigrés ; on prétendait qu'elle n'avait été dictée qu'en vue de sacrifier tous les aristocrates à qui on

n'avait aucun crime à reprocher ; on ne se contentait pas de prêcher cette doctrine, on la mettait en pratique.

Delmasse, chef du bureau des émigrés à l'administration du département, mettait sur la liste des émigrés celui qu'on avait désigné, puis on l'empêchait d'obtenir des certificats de résidence dans la section : pour y parvenir, on rebutait les témoins, en leur faisant des reproches de ce qu'ils servaient des aristocrates ; quand ils observaient qu'ils ne témoignaient que pour leur résidence, alors on les accusait ; et ce qui est le plus étonnant, c'est que tel qui avait été admis à témoigner vingt fois, était refusé à la vingt-unième. Pour terminer l'opération, Delmasse tâchait d'influencer l'administration du département, pour qu'elle prit ces arrêtés contre les prévenus ; quand il ne pouvait réussir, il changeait les arrêtés favorables, et présentait à la signature des administrateurs des arrêtés contraires. Quand on l'eut appris, il se présenta audacieusement à l'administration, la menaçant de la dénoncer à la société populaire si elle ne rapportait son arrêté. Dès que ces horreurs m'ont été prouvées, j'ai fait arrêter ce scélérat, couvert depuis 1792 du masque du patriotisme ; et je vous envoie le procès-verbal que m'a remis l'administration, pour que vous décidiez de son sort.

Il y a ici des changemens à faire ; je vais y procéder avec les mêmes précautions que j'ai mises quand il s'est agi de décider sur le sort du détenu.

Mais avant de finir ma lettre, il faut que je vous prévienne que Dijon était l'intermédiaire qui liait Marseille et Paris ; on a vu la cabale lire des lettres de ces deux villes, et les jeter au feu.

Salut et fraternité. *Signé, CALE's.*

Raffron. Les revers trop multipliés que les troupes de la République ont éprouvés dans la Vendée, la perfidie, la cruauté, l'atrocité de toutes les espèces d'ennemis que nous avaient suscités dans ce malheureux pays l'aristocratie, le fanatisme, le fédéralisme, le royalisme coalisés avec l'étranger, l'avaient couvert de dévastations, et menaçaient les départemens environnans, et même la République entière, d'un embrasement funeste. Alors la Convention ne crut pas devoir se tenir renfermée dans les règles de modération qu'elle avait suivies jusques là ; les grands dangers de la patrie lui ont paru commander une rigueur excessive.

Vous ordonnâtes donc de poursuivre à outrance ces êtres féroces et dénaturés, et de ne point faire de quartier à l'ennemi armé qui n'avait pas respecté et ne respectait pas les droits sacrés de l'humanité, *tels sont les ordres que portent vos décrets.*

Mais vous n'avez jamais ordonné de manquer de foi à celui à qui on avait promis amnistie ; vous n'avez jamais ordonné d'égorger celui qui tendait des bras défarmés pour demander grace ; vous n'avez jamais ordonné de noyer, de massacrer des enfans à la mamelle, ni d'éventrer les

les femmes enceintes ; voilà les crimes horribles qu'on impute à Carrier. C'est cela seul que la commission des Vingt-un est chargée d'examiner, c'est sur quoi elle doit vous faire un rapport. C'est aujourd'hui le neuvième jour depuis qu'elle a été nommée.

Y a-t-il des preuves de ces faits, ou n'y en a-t-il pas ? Tout le travail de la commission se réduit à cet examen, faut-il donc tant de tems ? Il n'y a point ici de fil de conjuration à découvrir, à suivre ; pourquoi donc cette lenteur ?

Je demande que la Convention nationale enjoigne à la commission des Vingt-un d'accélérer ses opérations, et de faire son rapport demain au plus tard, dût-elle passer la nuit ; le tems est précieux.

Il faut enfin faire cesser les inquiétudes du public, et éclaircir tous les soupçons.

Bourdon de l'Oise fait passer à l'ordre du jour sur cette demande, vu que la commission doit faire au premier jour son rapport. Il faut, dit-il, que ce jugement passe sans tache à la postérité. Il faut que nulle passion humaine n'en souille, n'en altère la pureté. Si *Carrier* est coupable, qu'il boive l'ignominie à longs traits. Chaque jour de sa vie, n'est-il pas un supplice pour lui. Il est là : ne croyez pas qu'il échappe : la loi l'aura bien l'atteindre, &c.

Cambon, au nom du comité des finances, fait un rapport dont la Convention ordonne l'impression. L'objet de ce rapport était de démentir formellement le bruit que des malveillans faisaient courir qu'on voulait démonétiser les assignats Républicains de 400 liv.

Dufay demande et obtient comme amendement au décret rendu la veille sur les Américains, que tous les colons des îles Françaises seront mis en liberté, excepté seulement ceux qui composaient le club de l'hôtel Massiac ; parce qu'il n'était composé, dit *Bourdon de l'Oise*, que de grands propriétaires, ou d'intrigans conspirateurs qui ont livré S. Domingue et les Antilles aux Anglais.

Bréard, au nom du comité de salut public, annonce à la Convention que l'escadre de la République qui, depuis long-tems, était bloquée dans le golphe de Juan par les Anglais et les Espagnols, vient de rentrer à Toulon, sans avoir rencontré un seul ennemi dans son trajet.

Le premier article de la loi sur le maximum des grains, est décrété. Il est porté à deux tiers en sus du prix de 1790.

Séance du 8 Novembre. (18 Brumaire).

Prise de Maestricht et de Reinfeld. Des courriers arrivés la veille au comité de salut public, avaient annoncé des nouvelles importantes. La joie était peinte sur toutes les figures. On attendait avec la plus grande impatience la lecture des pièces officielles. Enfin, *Richard* parut au nom du comité de salut public, et lut les dépêches originales du général *Jourdan*, et des représentans du peuple *Frecine*, *Bellegarde*, et *Gillet*. Elles donnaient les détails de la reddition de Maestricht à la République. *Jourdan* commandait l'armée d'observation ; *Kleber* l'armée de siège ; *Bollefont* l'artillerie ; et *Marescot* le génie. La garnison, composée de 10000 hommes, s'est rendue prisonnière de guerre, et a été conduite aux postes ennemis, avec promesse de ne porter les armes qu'après avoir été échangée. La place n'a tenu que onze jours de tranchée. La perte des Républicains n'y a été que de 150 hommes tués ou blessés. La capitulation est datée du 4 Novembre au matin.

Une lettre de *Bourbotte*, représentant du peuple près l'armée de la Moselle, datée de Coblenz du 1er Novembre, est lue ensuite par *Richard*. Elle annonce qu'après avoir chassé l'armée Prussienne des bords du Rhin, et s'être rendus maîtres de la rive gauche du fleuve depuis Mayence jusqu'à Coblenz, il restait aux troupes de la République à prendre le poste qu'elle occupait entre Dopper et Bacarat, qui coupait leurs communications dans cette partie de la rive du Rhin, et causait une gêne fatigante. Le fort de Rheinsfeld, à la défense duquel la nature et l'art avaient également contribué, permettait de faire des excursions dans le pays. et de communiquer d'un bord du fleuve à l'autre, au moyen d'un pont volant sur le Rhin.---Pour assurer d'autant mieux le succès de ses dispositions, le général *Vincent* alla lui-même en sentinelle perdue examiner toutes les positions, et ayant fait approcher le lendemain son artillerie et 4 obusiers, les troupes de la garnison évacuèrent précipitamment le fort, en y laissant 37 pièces de bronze, beaucoup de munitions de guerre, et des mèches allumées pour faire sauter des mines, explosion qu'on a heureusement prévenue.

La Convention décrète que les deux armées de Meuse et Moselle, ne cessent pas de bien mériter de la patrie.

Le comité de salut public fait ensuite décréter l'envoi en mission secrète des deux représentans du peuple.

Lindet

Lindet monte à la tribune, et fait adopter tous les articles du décret proposé sur le *maximum* du prix des grains.

Cambon. Vous venez de rendre à l'agriculture une partie des encouragemens dont elle a besoin ; mais il est de votre devoir de jeter un coup-d'œil sur la classe des citoyens qui, ayant un traitement fixe, vont être obligés d'augmenter leurs dépenses, à cause de l'augmentation du maximum. Il ne faut pas que le rentier, le fonctionnaire public, le pensionnaire, l'homme salarié par la Nation, souffrent de cette loi ; il faut qu'ils en soient indemnisés, et que leurs traitemens soient augmentés dans la proportion du maximum. Je demande que cette question soit soumise à la discussion.

Dubem approuve la motion de *Cambon*, et y ajoute celle d'une indemnité en faveur des petits rentiers au-dessous de 2000 l. Il dit encore qu'on ne doit rien faire pour ceux qui ont 6000 livres, parce qu'avec cette somme, un patriote peut et doit vivre très à l'aise.

Clauzel fait quelques observations sur les propriétaires qui vont être ruinés par la loi qui annule les ventes pour lésion d'outre-moitié, parce qu'on les remboursera avec une monnaie qui ne leur produira pas le tiers de ce qu'ils avaient autrefois. (On murmure.)

Cambon dit qu'il ne faut point attaquer les actes passés de bonne foi ; que si on a porté à 26 liv. le blé qui, autrefois, n'en valait que 16, c'est que le système monétaire n'est plus le même. Je ne dirai pas, ajoute-t-il, qu'il ne faut plus d'impôt, parce que je pense que dans un tems calme, il faudra une recette annuelle, et dès que vous avez supprimé l'impôt mobilier, puisqu'il ne se perçoit plus, il faut, dit-il, que les portefeilles le remplacent. Je pense que celui qui a un traitement fixe, doit recevoir une augmentation proportionnée à celle du blé...

Tallien l'interrompant ; je demande la parole, *il y a de la perfidie dans la discussion.*

Cambon s'élance à la tribune, il déclare que c'est l'amour de la patrie qui lui a inspiré cette motion, & dénonce le complot de perdre dans l'opinion tous les amis de la cause du peuple qui inspire depuis quelques jours les calomniateurs mercénaires qui soufflent partout la discorde & la haine. Ne crains pas, dit-il, en s'adressant à *Tallien* que je t'attaque avec les mêmes armes que tu employes, le métier que tu fais est trop au dessous d'un homme vertueux, mais je te démasquerai à cette tribune en présence du peuple, que tu t'efforces envain de tromper. C'est là que corps à corps je dévoilerai les projets d'un homme que sa conduite

duite passée, comparée à celle d'aujourd'hui, accusé d'avoir d'autres intentions que de perdre de réputation quelques individus.

Je l'accuse de s'être cruellement baigné dans le sang des citoyens dans les journées tragiques des deux & trois Septembre. Les faits les plus authentiques prouvent qu'il avoit préparé lui-même cette tragédie sanglante, qu'il a assisté à ce carnage affreux, & qu'il en a prolongé les horreurs.

Je l'accuse d'avoir appelé contre vous la révolte, en disant à vous-même avec audace : La Convention nationale peut décréter tout ce qu'elle voudra, la commune de Paris n'exécutera pas ses décrets.

Je l'accuse d'avoir prêté sa griffe à un vol de 1,500,000, puisqu'il n'a été rendu aucun compte de cette dilapidation énorme.

Je l'accuse de n'avoir rendu aucun compte au mépris de vos décrets, des deniers de la République, qu'il a administrés.

Je l'accuse d'avoir proclamé la calomnie, comme une vertu républicaine.

Qu'il demande, s'il l'ose, l'examen de sa conduite, comme je provoque l'examen de la mienne ; qu'il soumette ses opinions & ses actions présentes & passées à la censure de ses concitoyens. Représentans du peuple, ce n'est pas moi qui redoute cette recherche sévère : fixez votre confiance au soin important de surveiller l'emploi de la fortune publique. Rien n'a été dérobé à votre connoissance, rien n'a été fait qu'en exécution de vos décrets. Aucun décret n'a été proposé, sans avoir été soumis à la discussion de votre comité ; aucun n'a été prononcé, sans avoir été imprimé & distribué à tous les membres : c'est vous qu'on avilit, ce sont les assignats qu'on cherche à avilir, en appelant sur la tête d'un homme, qui peut se flatter d'être pur, la rage de tous les ennemis de la fortune publique, & en égarant l'opinion & la bonne-foi du peuple. C'est le but atroce, c'est la théorie exécrationnable, c'est le plan contre-révolutionnaire du vil calomniateur que je poursuis. En exagérant les embarras de vos finances, il cherche à relever l'audace abbattue de la coalition des tyrans ; il soutient leur rage insensée, par l'espoir de votre impuissance prétendue. Il appelle l'avilissement des assignats, en indiquant des remèdes aussi perfides qu'inutiles pour aggraver les maux du peuple, pour provoquer l'enchérissement des denrées ; s'il peut obtenir ce résultat infame, il espère accuser les défenseurs les plus intrépides de la cause du peuple, des malheurs qu'il occasionne.

raisonne. Mais le succès manquera à cette horrible manœuvre. Votre constance & votre courage conserveront le prix des sacrifices généreux que les Français ont faits pour la cause de la liberté. Votre sagesse vengera, par une guerre plus honorable, le sang de tant de héros morts sur le champ de bataille pour le salut de notre patrie ; elle consolera les douleurs de leurs veuves & de leurs enfans, par une paix plus glorieuse que celle dans laquelle on cherche à vous entraîner.

Ne permettez pas qu'on avilisse le système des assignats qui a sauvé la révolution, qui la sauve encore, & qui est devenu la base de toutes les espérances. Ce système n'est pas à vous, il n'est pas à la législature qui vous a précédés ; il est au corps constituant, qui ne put vaincre par d'autres moyens la difficulté des circonstances & l'étendue des besoins. Vous n'avez pu vous mettre au dessus de la nature des choses. Ce n'est pas l'administration civile qui augmente les dépenses, puisqu'elle ne coûte que 40 millions. Pouvez-vous éviter celle qu'entraîne la dette constituée, qui s'élève à 160 millions ? Pouvez-vous rétrécir celle de la guerre, qui s'étend à tant de malheureux ? Non, vous mépriserez des clameurs perfides, poussées par des intentions bien différentes de celles que l'on affecte & vous condamnerez les vils & méprisables calomniateurs, les agens salariés par vos ennemis, au désespoir de n'avoir pu vous forcer à aucune transaction honteuse avec la tyrannie.

Quant à nous, nous pouvons vous dire avec autant de confiance que de vérité, nous n'avons rien ordonné, nous n'avons eu qu'à exécuter vos décrets, ou les arrêtés d'un gouvernement établi par vous. Qu'avons-nous dû faire ? mettre la plus grande exactitude dans l'exécution, le plus grand ordre dans notre travail, nous l'avons fait. La situation de la République vous a été constamment présentée à des époques rapprochées ; il n'est aucun de vous qui, dans un quart d'heure, d'un seul regard ne puisse aujourd'hui, à tous les instans de la journée, connaître l'état de la France, la nature et l'objet de ses dépenses et se convaincre de notre zèle et de nos soins. Au reste, je déclare au peuple Français, en présence de mes vils calomniateurs, que je ne quitterai pas ma situation de représentant du peuple, avant que des comptes bien en règle aient démontré qu'il n'y a pas un denier de déficit.

Tallien. Je ne m'occuperai point ici des injures qui m'ont été adressées ; mais lorsque la Convention voudra entendre les dénonciations, je prends l'engagement de répondre à tout ; j'espère que les membres de cette assemblée qui m'accordent quelque estime, croiront que je ne de-

manderai

manderai pas des délais éternels, car je vais insister pour qu'on examine ma conduite. La proposition de Cambon me paraît inconvenable et impolitique. Lorsqu'il fut question de diminuer la masse des assignats, on demanda que les comités présentâssent des moyens sages pour retirer de la circulation la trop grande quantité d'assignats, qui était la seule cause du surhaussement des denrées. N'est-il pas évident qu'en augmentant encore les dépenses de l'état, on augmente le nombre des assignats, et par suite le prix des denrées, et qu'enfin on nous amenera à faire, dans trois mois, ce que nous faisons aujourd'hui. Voilà ce que je voulais dire; je voulais exposer que plus on émettrait d'assignats, plus on ferait renchérir les denrées.

Gonpilleau de Fontenay interrompt cette discussion financière, en se plaignant de ce que le système de calomnie faisait des progrès effrayans, que depuis quelque tems, lorsqu'on voulait répandre de la défaveur sur un représentant, on l'accablait de libelles. Ce n'est pas pour moi, dit-il, que je me plains; ce n'est ni par des écrits ni par des paroles que je répondrais aux calomniateurs, mais avec mon bras. Je déclare que tout faiseur de libelles, tout journaliste qui est en même tems représentant du peuple, est l'homme le plus méprisable à mes yeux. Un représentant doit tout son tems à la patrie. Ce que je dis s'applique indistinctement à tous les représentans qui font des journaux ou des libelles. Un représentant doit être au comité ou à la Convention, et aux heures où il ne peut être à l'un ou à l'autre de ces deux postes, il doit s'occuper à méditer les objets qui seront discutés dans la Convention. Il ne doit pas faire un vil trafic de la calomnie, ni calculer si en disant du mal de tel ou tel individu, il vendra 6000 feuilles de plus que s'il n'en parlait pas. Je demande que la Convention examine la question tant de fois rabattue de savoir si un représentant du peuple doit être en même tems journaliste.

Cette motion incidente donne lieu à quelques nouveaux débats, dans le cours desquels *Bentabolé* rappelle à l'Assemblée que le grand et honnête homme *Marat* s'était vu forcé par amour pour son pays d'attaquer des représentans du peuple, des ministres, des généraux; qu'on demanda dans le tems qu'il fut interdit aux représentans du peuple d'être journalistes, et que la Convention rendit un décret, qu'elle fut obligée de rapporter, parce qu'il était injuste et dangereux.

L'Assemblée

L'Assemblée fatiguée, passa à l'ordre du jour sur toutes les propositions.

Séance du 9 Novembre. (19 Brumaire).

Pelet, au nom du comité de salut public, donne lecture d'une longue liste de prises faites sur la marine marchande des ennemis de la France. On remarque dans le nombre un paquebot Anglais ayant à son bord 60 mille piastras en especes.

Le comité d'instruction publique présente, par l'organe de *Lakanal*, et la Convention confirme, la nomination suivante des instituteurs destinés à figurer dans l'école normale de Paris ; ce sont les citoyens *La Grange, Charles Bonnet, Bertholet, Garat, Bernardin de S. Pierre, Daubenton, Haüy, Volney, Sicard, Monge, Thouin & Hallé*.

On avait répandu le bruit que c'était ce jour là que la commission des 21 devait faire son rapport sur *Carrier*. Dès les 11 heures, les tribunes étaient remplies, & un peuple immense assiégeait les portes. Mais le président de la commission écrivit que leur travail embrassait tant de détails, qu'ils ne pouvaient le terminer que pour le surlendemain.

Huit millions en assignats brûlés ce jour là, portent le montant des assignats amortis à 2 milliards 444 millions.

Eschassériaux aîné, fait adopter la rédaction définitive de la loi sur les réquisitions, en 20 articles, dont ce qui suit est l'extrait.

Art. I. Toutes denrées, subsistances, et autres objets nécessaires aux besoins de la République, peuvent être mis en réquisition en son nom.

2. Il n'y aura plus de réquisitions illimitées.

3. Chaque réquisition désignera l'espece, la quantité des objets requis, le délai dans lequel sera faite la livraison, et l'époque du paiement.

4. Elle désignera aussi les districts où elle sera exercée.

5. Elle sera fixée, autant qu'il sera possible, sur les lieux les plus voisins de ceux où les subsistances et approvisionnemens devront être transportés.

6. Les réquisitions ne pourront être faites que par la commission des approvisionnemens ; elles le seront sous la surveillance du comité de salut public.

7. Chaque commission fournira au comité un état des besoins & approvisionnemens en tout genre qu'exige le service particulier dont elle est chargée.

8. Lorsque des circonstances extraordinaires l'exigeront, les commissions pourront être autorisées, par le comité de salut public, à faire des réquisitions particulières.

9. Un double des états de toutes les réquisitions sera remis au comité de salut public.

10. Les représentans du peuple près les armées pourront, dans les cas urgens seulement, requérir ce qui sera nécessaire aux besoins des troupes ; leurs réquisitions seront soumises à toutes les dispositions ci-dessus. Ils seront tenus d'envoyer, sans délai, copie de leurs réquisitions au comité de salut public & à la commission.

11. Toute réquisition sera enregistrée à l'administration du district dans l'arrondissement duquel elle aura été ou devra être exécutée.

12. Les municipalités des communes sur lesquelles porteront les réquisitions, seront tenues de les faire exécuter, et d'en rendre compte à l'administration du district, sous les peines portées par la loi du 14 Frimaire.

13. Les agens nationaux sont tenus de les faire exécuter dans le délai fixé, sous les peines portées par l'article précédent.

14. Tout citoyen sera tenu d'y satisfaire, sous peine de confiscation des objets requis. Les agens nationaux des districts seront tenus de faire les diligences nécessaires pour faire prononcer la confiscation par les tribunaux des districts.

15. Tout agent, tout administrateur ou commissaire qui sera convaincu d'avoir tourné à son profit, d'une manière quelconque, les réquisitions, sera condamné à six ans de fers.

16. Tout individu qui fera, au nom et pour le compte de la République, des réquisitions sans y être autorisé, conformément aux dispositions de la présente loi ; ou qui excéderait celles qu'il serait chargé d'exécuter, sera puni de six ans de fers.

17. Seront néanmoins exceptées les réquisitions qui pourraient être nécessitées par des marches et des mouvemens imprévus de troupes.

18. Il sera pourvu, comme par le passé, à l'approvisionnement des marchés & des communes.

19. Toute réquisition actuellement existante, qui ne sera pas renouvelée dans les deux mois, à dater de la présente loi, sera regardée comme nulle.

20. Il est dérogé à toutes dispositions contraires à la présente loi.

A la suite de cette discussion, la Convention décrète, sur la motion de *Cambon*, que les agens de la commission du commerce & des approvisionnemens contre lesquels plusieurs membres s'étaient élevés avec force, rendraient, avant le 1^{er} Nivôse, (21 Décembre) un compte exact de l'envoi des matières qu'ils auraient mis en réquisition. *Cambon* observe qu'il faut, pour savoir la vérité, exiger un compte général de l'entrée et de la sortie, ainsi que de l'utilité de semblables réquisitions.

Il ajoute que le comité des finances s'étant fait rendre compte des taxes révolutionnaires mises sur les riches, des offrandes patriotiques, de celles pour l'être suprême, de celles pour le temple de la raison, &c. il en résulte que dans 400 districts, il a été reçu 25 millions, dont 7 ont été employés à l'habillement des troupes.

Johannot présente, au nom des comités de salut public, de commerce, & des finances, un projet de décret tendant, 1, à ce qu'il ne soit plus donné suite au décret relatif au séquestre des biens des habitans des pays avec lesquels on est en guerre; 2, à faire rembourser les sommes séquestrées. Voici ce qu'on trouve de plus remarquable dans le long rapport des comités Le décret de séquestre avait été surpris à l'Assemblée sur une simple pétition. . . . L'Espagne avait prononcé la première le séquestre des biens des Français, &, dans un juste mouvement d'indignation, on crut devoir user de représailles. On ne peut donc reprocher à la Nation Française d'avoir commencé cette violation de la foi publique. Cet exemple fut donné par une cour, & c'est une des raisons qui doivent nous empêcher de le suivre. . . . Ce décret était immoral, & conséquemment anti-Républicain. Tout ce qui est injuste est bientôt nuisible. . . . La politique de la France est de frapper les Rois de terreur, & de gagner les peuples par la confiance & la franchise. . . . On peut confisquer les propriétés d'Etat à Etat, lorsqu'on est en guerre, mais on ne peut toucher aux engagements d'individus à individus. . . . Les relations commerciales avec les neutres en éprouveraient une atteinte qui les détruirait. Une rupture avec eux est au nombre des événemens possibles. Ils ne feront donc aucune avance aux Français, de crainte d'être frappés de cette mesure. Déjà ils ne cèdent aucuns approvisionnemens sans exiger des contre-valeurs & des garanties solides, ... Ce décret en a nécessité un autre qui a excité de toutes parts des réclamations. Vous avez ordonné le dépôt à la trésorerie de tous les fonds arrêtés entre les mains des particuliers. Il en est résulté des vexations inévitables. . . . Vous avez saisi 25 millions en assignats, & l'on évalue à 100 millions ce qui a été saisi dans l'étranger. . . . On dira peut-être que si on leve le séquestre, les étrangers n'en garderont pas moins ce qu'ils ont saisi. Eh bien! supposons-le; en devons-nous moins reconnaître les principes généraux qui doivent servir de base à la foi publique? Vous n'avez point admis à la compensation ceux des Français à qui il était dû dans un pays, & qui devaient dans un autre. Celui qui, au lieu de faire passer
les

es fonds dans l'étranger, a eu assez de confiance dans la révolution pour rester débiteur de cet étranger, se trouve puni de sa confiance. Il est de toute injustice que le citoyen qu'on a forcé de donner du papier sur l'étranger, en lui remboursant en assignats au pair, c'est-à-dire, pour 100 l. sterl. qu'il doit à l'étranger, 7000 l. au change courant.... Observez que sur ces 23 millions déposés, il y en a neuf de propriétés aux Belges. Vous écouterez leurs réclamations actuelles, comme vous avez écouté celles des villes anléatiques. En continuant ce séquestre, vous vous privez des ressources de leur commerce et de leurs manufactures. Aucun individu des Nations neutres ne fera désormais tenté d'acquérir des biens en France. . . . Enfin, ce séquestre a avili le change, discrédité vos assignats, détruit la confiance, épuisé votre numéraire, et ruiné votre commerce. Vos ennemis n'eussent pas fait un décret plus cruel. Là où commence la tyrannie, finit le commerce. . . .

Monnot. Je regarde ce décret comme avantageux. Il a fait très grand tort aux émigrés. Il a dû être très nuisible aux Anglais, parce que si cette Nation avatt vu quelque avantage pour elle dans une semblable mesure, elle nous aurait prévenus. Le commerce n'en a point souffert. Les négocians ont eu du tems pour payer. D'ailleurs, en tems de guerre, on doit employer toute sorte de moyens pour couper les vivres à ses ennemis.

Bourdon-de l'Oise. Je rends grace au génie de la liberté, qui veille pour écarter les projets de ses ennemis. Il est inconcevable qu'on vienne abuser de tous les principes de morale et de justice pour égorger la Nation Française, alors qu'elle est victorieuse. Comment le rapporteur n'a-t-il pas proposé de rendre aux Anglais tous les vaisseaux pris à leur commerce, & de ne garder que ceux de guerre. Comment n'a-t-il pas aussi proposé de ne donner à nos canons & à nos fusils, de direction que contre les têtes couronnées, & d'épargner ses satellites ; qu'on vienne proposer de faire durer la révolution cinq ou six ans de plus, & d'envoyer des fonds aux émigrés. Pourquoi ne proposerait-on pas demain de rendre Maestricht ? &c. &c. Je demande la question préalable.

Cambon combat aussi le projet de décret. Il dit que l'Angleterre ayant besoin de crédit, n'aurait jamais donné l'exemple de la mesure du séquestre. Le comité des finances la vit décréter avec douleur. Il prévoyait ce qui est arrivé, on n'a reçu que 7 à 8 millions de ces saisies
à

à la trésorerie. On proposa le dépôt pour veiller à la propriété de tous, & pour qu'à la paix chacun rentrât dans ses droits. *C'était prouver aux étrangers que vous n'abuseriez jamais de la confiance qu'ils avaient eue dans la loyauté Française.* On sentit bien qu'il ne serait point porté de numéraire dans les dépôts ; alors, *stipulant pour les étrangers*, vous dites, il faudra porter les assignats au taux qu'ils doivent avoir d'après ces valeurs, parce qu'à la paix nous voulons être justes. Je demande qu'il soit ordonné que le dépôt des marchandises appartenant aux étrangers des pays où sont entré les armées de la République, sera rendu à ses propriétaires, dépôt tenant à l'égard des Anglais, Hollandais, Espagnols, &c. De plus, que pour ne point porter préjudice aux négocians Français, et ne point leur donner des motifs de crier que nous leur pressurons les sommes qu'ils doivent aux habitans des pays avec lesquels nous sommes en guerre, nous nous contentions de recevoir une caution signée d'eux qui sera, en place, déposée à la trésorerie.

Barrère seconde Cambon, et dit que ceux à qui le projet de décret de *Johannot* serait favorable, sont: 1, les émigrés sans ressources dans toute l'Europe ; 2, les puissances à qui il faut du numéraire pour solder leurs troupes, qui n'en ont plus, et qui pourraient s'en procurer par ce moyen ; 3, les agioteurs de toute espèce. On décrète la question préalable sur le projet, & l'on renvoie au comité les propositions de *Cambon*, excepté pour ce qui pourrait regarder les banquiers agioteurs de Bruxelles.

Eschassériaux fait adopter le décret suivant, en addition à ceux déjà rendus contre les émigrés.

Peines contre les Emigrés & leurs complices.

1. Les émigrés sont bannis à perpétuité du territoire Français, & leurs biens sont acquis à la République.
2. L'infraction de leur bannissement sera puni de mort.
3. Les enfans émigrés qui seraient rentrés ou rentreraient sur le territoire de la République, après les délais fixés par la loi pour leur rentrée, seront déportés s'ils n'ont pas atteint l'âge de 16 ans, & punis de mort, s'ils enfreignent leur bannissement, après être parvenus à cet âge.
4. Ceux qui, domiciliés dans les pays réunis à la République, ne sont rentrés dans ces mêmes pays, ou sur toute autre partie du territoire Français,

Français, que postérieurement aux époques après lesquelles ils ont dû être considérés comme émigrés, seront tenus d'en sortir dans les deux décades de la publication de la présente loi, à peine d'être traités comme les émigrés qui ont enfreint leur bannissement, ou déportés dans le même délai, s'ils sont actuellement en état de détention.

5. Les complices des émigrés désignés dans les paragraphes 1, 2, 3, 4, de l'article 9 du titre premier de la loi, seront punis de la même peine que les émigrés.

6. Seront condamnés à dix années de fers ceux qui auront fabriqué de faux certificats de résidence pour les émigrés, & à 4 années de la même peine ceux convaincus d'avoir recelé des émigrés, ou facilité leur retraite sur le territoire Français ; ils seront en outre responsables sur leurs biens des dommages que leur délit aura pu occasionner à la République.

EXTRAIT

DE LA

DERNIERE SEANCE DES JACOBINS.

Le 9 Novembre au soir.

PRESIDENCE DE CRASSOUS.

Un membre prend la parole pour annoncer que ce soir s'étant trouvé au jardin national, il a vu un groupe d'aristocrates qui demandaient la tête de Carrier & de ceux qui lui avaient donné des ordres, c'est-à-dire, les deux comités de salut public & de sûreté générale. L'un de ces aristocrates a eu l'audace de dire : Et la Convention, qu'en ferons-nous ? elle qui a laissé assassiner les innocens pendant la vie de Robespierre.

Léonard Bourdon. Si l'aristocratie a pu avoir quelques succès dans les groupes, elle a été terriblement déjouée à la Convention. Le bon ami des citoyens qui se nomme Tallien, avait annoncé qu'il devait se faire ce matin un rapport au nom du comité des finances, & que Cambon n'y aurait aucune part. Ce rapport a été fait, & le projet dont il a été suivi tendait à faire lever le séquestre apposé sur les biens des sujets des puissances ennemies de la France. Le rapporteur avait présenté de grandes vues de morale & de politique, & tout cela n'avait pour but que de rendre à nos ennemis leurs biens & les moyens de nous nuire. Toute la Convention s'est levée unanimement pour repousser loin d'elle & avec indignation ce projet, qui lui a paru contre-révolutionnaire. Je n'insiste pas sur les heureux effets qui résulteront de cette unanimité bien prononcée de la Convention, & je passe à d'autres objets.

Je suis chargé de vous communiquer une note qui m'a été remise sur le compte du tribunal révolutionnaire, & qui sera portée ce soir à la commission des 21.

Un membre. On vous parle sans cesse de nommer des défenseurs officiels pour les patriotes persécutés, je pense que les meilleurs défenseurs sont les députés qui sont dans cette société. Ils doivent monter à la tribune de la Convention, & ne pas en descendre qu'ils n'aient obtenu la liberté d'un patriote.

Lanot. On ne peut se dissimuler que le patriotisme est aujourd'hui attaqué par l'aristocratie. Après la chute de Robespierre, il y a eu dans toutes les parties de la République, une réaction funeste, & les patriotes ont été persécutés.

Voici un propos qui a été tenu par les aristocrates : les patriotes de 1789 ne sont plus à l'ordre du jour, nous ne voulons plus d'eux...

Ici un grand tumulte se fait entendre d'une tribune en face du président, les citoyens qui la composent paraissent être agités. Le président est obligé de se couvrir, mais il essaie inutilement de rétablir le calme. Quelques momens après le commencement du tumulte, des cris se font entendre dans la cour, & aussitôt des pierres lancées dans les vitres, retombent avec fracas dans les tribunes & dans la salle. Des membres sortent pour aller voir quel est le sujet du désordre : bientôt après ils rentrent en annonçant que c'est une poignée de coupe-jarrets, armés de bâtons, qui crient : à bas les Jacobins. Fayau s'élance à la tribune : On voit, s'écrie-t-il, de toutes les parties de la République, les contre-révolutionnaires attaquer avec fureur les amis de la liberté & de l'égalité. Il n'est pas étonnant qu'ils aient aujourd'hui l'audace de venir nous insulter jusques dans cette enceinte. Dans toutes les crises révolutionnaires, le peuple de Paris s'est montré avec dignité ; il fera aujourd'hui ce qu'il fut lorsque les chevaliers du poignard voulurent l'assassiner.

Rappelez-vous, citoyens de Paris, les sermens que vous avez faits, ils sont sacrés pour des Républicains. Vous avez juré de sauver la liberté ou de périr : c'est ici qu'elle sera sauvée, ou que nous mourrons tous. Les armes de vos ennemis se sont émoussées contre le bouclier de la vérité, et l'attitude de la Convention a rompu leurs moyens.

La Convention, toujours digne du peuple qu'elle représente, ne reconnaîtra jamais que les principes de la liberté. Elle sera éclairée sur la dernière ressource qui reste à ses ennemis. Comment se fait-il donc que ces mêmes hommes qui paraissaient être si humains, demandent aujourd'hui le sang des Français ?

Que les Jacobins soient fermes et inébranlables, et la liberté ne pourra souffrir aucune atteinte. Si elle devait périr ici, notre devoir nous commande de périr avec elle. Je demande que les députés qui sont membres de cette société, se rendent sur le champ auprès des comités du gouvernement, pour les instruire de ce qui se passe en ce moment.

Fayau est interrompu par un nouveau bruit de pierres lancées avec violence sur les portes et dans les fenêtres.

Du courage, s'écrie Caraffe, de la dignité ; il n'est aucun nemi qui osera nous attaquer.

Fayau reprend : c'est au moment où nous nous occupons de partager la joie de nos défenseurs qui ont pris Maëstricht, et que nous parlions de

de rendre la liberté aux patriotes opprimés ; c'est dans ce moment que l'on vient nous assaillir.

Le bruit recommence plus que jamais ; les individus qui en sont la cause, demandent à grands cris le représentant Montaut.

Fayau continue. Ce ne sont que quelques scélérats qui s'agitent autour de la salle, nous ne craignons pas leurs coups. Au reste, sachons mourir, s'il le faut, sous les coups de la liberté, et restons calmes à notre poste.

Toute la société se leve en masse en criant vive la République. Un membre prend une pique surmontée du bonnet de la liberté, et la présente à tous les citoyens. De nouveaux cris de vive la République, vive la Convention, s'élèvent à la fois dans la salle, et répondent au bruit qui est occasionné par les pierres qui continuent de tomber par les fenêtres.

Dubarran. Nous éprouvons en ce moment le prix de la liberté, et combien cette liberté est pénible et désagréable à tous ces contre-révolutionnaires, puisqu'ils emploient, pour la perdre, des moyens aussi infâmes.

Gaston. Ne craignons rien, le bruit ne vient que d'une poignée de brigands dont la loi fera justice.

Le président invite les citoyens au silence et à la tranquillité. Il s'adresse ainsi à la société : périssons s'il le faut, mais ayons le courage de la liberté jusqu'au dernier moment.

Dubarran. C'est dans les momens de crise que le peuple doit rester calme ; la voix de la liberté fera taire les cris de ses ennemis. La Fayette et Dumourier voulurent faire marcher les armées sur Paris pour vous détruire. Ces scélérats ont été renversés, la liberté a été victorieuse, elle le sera encore aujourd'hui.

Un membre qui a reçu des blessures à la tête, rentre dans la salle, un officier de santé le fait sortir pour le panser. Un jeune-homme de 16 à 17 ans est conduit dans la salle comme l'un des agitateurs. On s'empresse de le mettre à côté du bureau pour être à l'abri de toute espèce de ressentiment. Le tumulte devient plus grand, et la société y répond par les cris de vive la République, vive la Convention. Quelques momens après, des membres conduisent dans la salle un individu qu'ils ont fait prisonnier dans le tumulte. L'indignation ayant porté plusieurs citoyens vers le prisonnier, d'autres membres lui placent le bonnet de la liberté sur la tête ; tous les citoyens se retirent respectant ce signe sacré, et le prisonnier est placé à côté du président.

Un membre annonce l'arrivée de la force armée. Le bruit continuant toujours, on amène d'autres prisonniers avec les armes et les pierres dont on les a trouvés nantis. Le bonnet de la liberté leur est également posé sur la tête, pour les mettre en sûreté, et ils s'assoient à côté du président.

Gaston s'écrie : ceux qui nous attaquent sont des scélérats, des brigands, des contre-révolutionnaires, des muscadins : vous le voyez à la figure de ceux qui viennent d'être saisis.

Un membre annonce que parmi ceux qui sont arrêtés il se trouve un patriote, et que l'on s'est trompé en l'arrêtant.

Dubem fait observer que le fait sera vérifié devant les autorités constituées.

Le président annonce à la société que les représentans du peuple, à cheval, arrivent pour dissiper l'attroupement. De nombreux applaudissemens se font entendre. Sur la motion de *Montaut*, la société nomme 12 de ses membres pour aller au-devant des représentans, et les inviter à venir voir l'outrage fait à la société.

Montaut demande que la société nomme plusieurs de ses membres pour conduire au corps-de-garde le plus voisin, les personnes arrêtées.

Dubem croit que cette formalité n'est pas nécessaire, et que ces individus doivent être livrés aux représentans.

Un membre. Je suis un de ceux qui ont été envoyés en députation auprès des représentans du peuple, pour les engager à venir voir le dégât qui a été fait par des scélérats ; (il n'y a pas de scélérats ici, dit un des prisonniers). Les représentans nous ont dit qu'ils allaient s'occuper de rétablir l'ordre, et qu'ils viendraient ensuite.

Un autre membre de la députation, fait part qu'un individu qui a été invité par le représentant du peuple à se retirer, a eu l'audace de lui dire que les Jacobins étaient des scélérats et des assassins, et qu'ils ne devaient pas exister plus long-tems.

Léonard Bourdon. La liberté triomphe, puisque ses ennemis désespérant d'amener la Convention à ses fins, sont réduits à employer l'assassinat. Vous vous rappelez des événemens mémorables qui ont eu lieu après le massacre du Champ de Mars, vous restâtes fermes à votre poste, et je vois avec plaisir aujourd'hui, dans votre sein, beaucoup de ceux qui alors ne redoutaient pas les poignards des assassins. La sagesse de la Convention qui a voté la mort du tyran, et qui a toujours été fidele aux principes de l'égalité, a trompé ce matin l'espoir des intrigans.

Qu'ont fait dans cette position les ennemis éternels du peuple, les vrais ennemis de la Convention ! Ils sont venus attaquer les citoyens paisibles qui délibéraient conformément à la loi sur les intérêts de la cause commune. Des scélérats sont venus nous lancer des pierres, et voilà celle que j'ai reçue dans l'estomac pendant ce combat glorieux. Ces pierres que vous voyez sur la table du président, seront portées demain à la Convention, et elles ouvriront les yeux des membres qui ne veulent pas voir la vérité. Ils frémiront quand ils sauront qu'on en voulait à la Convention. Ces objets éloquens annoncent que la liberté est sauvée, et l'aristocratie en déroute. Nous n'oublierons pas le coup de

de pistolet tiré sur un des membres, et qui a raté ; nous nous rappellerons toujours des coups dont on assaillissait nos portes pour les enfoncer, et des cris qui demandaient *Montaut*. Les hommes que vous avez arrêtés se rappelleront aussi que c'est le bonnet de la liberté qui les a sauvés. Le moment était bien choisi pour assassiner la société, on était assuré de ne pas y trouver un seul dilapidateur, ni un seul intrigant.

Quand la société était florissante, et que par malheur on disait à un homme, es-tu jacobin, afin de pouvoir lui donner une place, des intrigans se couvraient du masque du patriotisme pour s'introduire dans notre sein. Mais aujourd'hui, que pourraient gagner les intrigans à venir avec nous ? Il n'y a que les amis de la liberté qui osent s'exposer à la persécution : si ces scélérats avaient pu nous immoler, ils n'en feraient pas restés là, ils auraient au même instant marché contre les comités de la Convention. Imitons la conduite de nos armées, elles ont vaincu les Autrichiens de l'extérieur, nous avons vaincu les Autrichiens de l'intérieur. Occupons-nous de profiter des fruits de la victoire. Ce n'est pas dans la vivacité, mais dans la prudence, que nous trouverons ces fruits salutaires : pleins de confiance dans la Convention nationale, qui ne peut laisser impuni le crime qui s'est commis envers nous, nous devons nous reposer sur sa justice. Je pense que les députés doivent monter à la tribune demain, et dénoncer tous les faits qui ont eu lieu aujourd'hui. La Convention s'empressera de consolider le triomphe des sociétés populaires, celui de la liberté et le sien propre.

Montaut présente une serrure qui a été prise dans les mains d'un agitateur : il en conclut que tous ceux qui composent l'attroupement étaient venus pour voler.

Duhem rentre dans la société pour annoncer que l'attroupement se monte à 100 personnes, et que la force armée a rétabli le calme ; il fait part qu'un individu l'ayant aperçu, s'est écrié : voilà *Duhem* ! Quelques momens après, cet homme est venu lui dire effrontément : buveur de sang, tiens en voilà. *Duhem* a saisi cet individu, l'a conduit aux représentans du peuple qui l'ont fait arrêter.

Il demande que l'on ne livre pas aucun des détenus à la force armée, qui attend dans une salle des comités, afin que leurs complices qui défilent encore ne puissent pas les délivrer.

Crassoux demande que la société cesse de délibérer quand les représentans entreront dans leur sein. Adopté.

L'officier de santé qui a pansé un membre blessé, annonce qu'il a reçu 4 coups de sabre sur la tête, et une contusion au bras, les blessures ne sont pas dangereuses : il se nomme *Manfard*.

Léonard Bourdon. Je sortais dans l'instant de la cour, un brave cannonier m'a reconnu et m'a dit : Je vais accompagner le représentant du peuple pour qu'il ne lui arrive aucun mal. Un homme que je crois connoître, s'est écrié : eh bien oui, conduis-le devant nous. Deux passans se sont jettés sur lui et l'ont arrêté sans lui faire de mal.

Mauré.

Maure. Un brave officier, revenu de l'armée de la Moselle, m'a rencontré et m'a dit : tu es représentant, on veut vous assassiner, voilà mon épée pour te défendre. Je me suis saisi de cette arme que je tiens encore.

Le militaire dont vient de parler Maure annonce qu'il a déjà fait la guerre dans cinq armées différentes, et qu'il est venu pour se faire guérir un bras cassé d'un coup de biscayen. Il promet d'employer le peu de force qui lui reste pour défendre la Convention et les Jacobins.

Mention civique au procès verbal. Le président donnera l'accolade à ce brave homme.

Maure lui témoigne sa reconnaissance particulière en l'embrassant.

Un membre fait part que celui qui a parlé avec tant de dureté à Léonard Bourdon, est le secrétaire du Duc de Villequier.

Un autre Membre. Au commencement du tumulte, on a saisi un homme qui parlait d'assassiner un représentant. Les contre-révolutionnaires disaient que les représentans devaient être à leur poste, et que ceux qui viennent ici sont des scélérats.

Craffous. Les scélérats viennent de nous donner la mesure de leur haine contre les sociétés populaires : la première attaque qu'ils leur ont portée, a été de vouloir empêcher que les représentans ne pussent se rendre dans leur sein, et aujourd'hui c'étaient les représentans que l'on demandait. On nous disait il y a 4 jours qu'il y avait un comité d'émigrés établi en Suisse, et dont on avoit surpris la dernière espérance, qui était de diviser la Convention et les sociétés populaires : d'abord on a voulu détruire les sociétés populaires, parce qu'il faut renverser les remparts d'une ville pour pouvoir pénétrer dans la place. La dernière demande que vous avez fait auprès de la Convention, prouve que ce n'est pas vous qui voulez vous diviser avec elle ; on a voulu vous attaquer sur les principes, et on a en même tems attenté à votre existence qui est consacrée par la déclaration des droits : aujourd'hui c'est par des assassinats qu'on vous attaque ; les assassinats ont toujours fait triompher les amis de la liberté.

Léonard Bourdon demande que les 4 comités restent dans la salle pour dresser procès-verbal du dégât, le dénoncer au commissaire de police, livrer les détenus à la force armée. Il invite la société à lever la séance et les députés à se rendre auprès du comité de salut public.

Prieur (de la Marne.) La sagesse, le calme et la fermeté que vous avez montrés, désignent le caractère des véritables Jacobins. Je me souviendrai long-tems de cette séance mémorable, où tout est tranquille, à l'exception de ceux qui veillent à votre sûreté. On a parlé de réunir ici les quatre comités pour rédiger le procès-verbal : cette proposition ne doit point être accueillie. Le procès-verbal doit être rédigé comme à l'ordinaire. Si nous laissons ici des comités, la malveillance qui cherche à vous trouver des torts, ne manquerait pas de dire que vous conspiriez dans un comité, tandis qu'il ne serait question que d'un procès.

La déclaration des droits vous donne le droit de vous assembler, les mesures ont été prises pour vous en faire jouir ; soyons calmes, et que tous les citoyens se retirent chez eux à l'ordinaire. Que ceux qui sont détenus soient remis à l'instant, si on le croit utile, entre les mains de la force armée, non pour les opprimer, mais pour les conduire devant les autorités constituées. Il n'est pas besoin d'arrêts pour cela. Le commissaire de police peut bien venir vérifier les faits, et tous les attesteront. En nous retirant, pénétrons-nous bien de cette grande vérité, que ce qui vient d'avoir lieu est un événement contre-révolutionnaire ; et n'oublions jamais que la Convention est le seul point de ralliement.

Les cris de vive la Convention, vive la République se font entendre de toutes parts.

Après quelques débats, la proposition de Prieur est adoptée, la séance est levée et les détenus sont conduits par des citoyens pour être livrés à la force armée.

11 FEB 69

